

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Rigueur sociale mécontentement à la hausse

Retraites, chômage,
précarité... Les finances
baissent.

Le ton monte

L'antimondialisation,
objet de la concupiscence
de la gauche...

Récupération

Les anarchistes et
la guerre d'Algérie:
contre sens et
contre vérités



La manifestation à Paris

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans toute la France samedi 1^{er} février contre les projets du Medef et du gouvernement.

M 02137 - 1306 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Il s'agit, pour nous, d'abolir l'exploitation de l'homme. Il s'agit de mettre fin aux iniquités, aux vices, aux crimes qui résultent de l'existence oisive des uns et de la servitude économique, intellectuelle et morale des autres. »

Piotr Alexandrovitch Kropotkine

hebdo n° 1306

du 6 au 12 février 2003

1499

Sommaire



Le **mouvement social** et le syndicalisme en France, par Élan noir, page 4

Les anars lyonnais appellent à la mobilisation pour **les retraites**, page 6

La CNT-Energie se lâche sur l'attitude des syndicats représentatifs à **EDF/GDF**, page 7

La générosité de l'**Unedic** s'oriente résolument à la baisse, page 7

Objecteurs, anarchistes, pacifistes : ça bouge dans le **monde**, page 8

La gauche veut prendre le train de l'**antimondialisation** en marche, par Théo Simon, page 9

Guerre d'Algérie les anars étaient présents, n'en déplaise à Fontenis, par André Devriendt, page 11

Mémoires d'un **insoumis et déserteur** pendant la guerre d'Algérie, par André Bernard, page 15

Manifeste pour un réseau de **recherches libertaires**, par Philippe Coutant, page 17

Le **travail** : une valeur maltraitée entre l'enclume et le marteau par Jean-Pierre Levaray, page 18

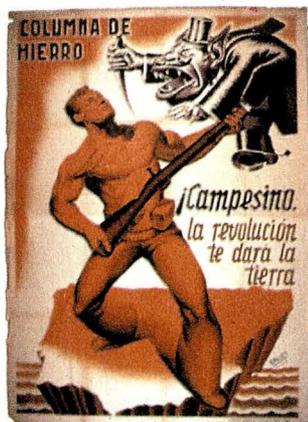
André Sulfide nous livre les dernières parutions **en vrac**, page 19

Los Incontrolados, une note de lecture de Charles Reeve, page 20

Agenda, page 22

Radio Libertaire, demandez l'programme! page 23

Le **drapeau noir** : ses origines, par Patrick Schindler, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire, du 6 au 12 février 2003



IL Y A QUELQUES JOURS, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité, en première lecture, un amendement qui prévoit de punir d'une amende et d'une peine de prison tout outrage à la Marseillaise et au drapeau tricolore. Ainsi, rappeler que le rouge du drapeau républicain est imbibé du sang qu'a fait couler l'empire colonial et que ce Chant de guerre pour l'armée du Rhin, qui représente l'honneur de la France, ce grand pays des droits de l'homme et de la liberté d'expression, est un chant nationaliste et xénophobe sera bientôt réprimé par la loi. À moins, bien sûr, que le Sénat s'y oppose, mais on peut, en toute bonne foi, émettre quelques doutes!

Cet amendement a donc été adopté à l'unanimité. Ce qui implique que les députés socialistes et communistes, ces « farouches » opposants à la politique raffaro-sarkosienne, ceux-là mêmes qui hurlent à la lepénisation des esprits, se sont aussi laissés tenter. Ils ont même pour justifier ce vote un argument de choc : il ne faut pas laisser ce terrain à la droite ! On peut d'ailleurs, là aussi en toute bonne foi, leur reconnaître qu'ils n'ont jamais cédé aucun terrain à la droite. On ne reviendra pas sur les détails de la gouvernance de la gôche plurielle, nous l'avons déjà fait, mais elle est à ce titre éloquente.

C'est que la politique de ceux qui gouvernent, qui ne se préoccupent que de la pérennité de leur pouvoir et des intérêts qui y sont liés, ne sera toujours qu'une politique réactionnaire, qui opprime et asservit le plus grand nombre pour le bénéfice de quelques-uns.

Les valeurs et les pratiques du socialisme ne verront le jour que lorsque nous déciderons de remettre en cause la place et le rôle de ceux qui nous dominent et que nous arriverons à penser autrement l'organisation sociale et politique.

C'est la seule manière d'opposer une résistance à la lepénisation, cette fois-ci bien réelle, des idées et des pratiques de la France d'en haut et de construire un monde radicalement différent.

« Aux armes citoyens ! »

Drapeau

L'heure patriotique du tirage au sort
A fait vibrer le beffroi légal des mairies,
Les gâs aux grands yeux bons sont d'venus conscrits
Et leur troupeau dévale par les rues
Sous le geste dur des houlettes tricolores.

En les voyant ainsi passer, les filles belles
Qui s'avancent par la paix fleurie des venelles,
Se demandent en leur naïveté, pourquoi
L'on gaspille ainsi si belle soie.

JOLI POÈME de l'ami Gaston. Joli poème visionnaire préfigurant l'effroyable boucherie qui eut lieu quelques années seulement après sa mort. Et ils en avaient les pioupious. Au son de la Marseillaise et drapeau au fusil, ils t'enfonçaient gaillardement la baïonnette dans de la tripe prussienne. Ah, la belle jeunesse au sang chaud et vermeil ! Un vrai petit bonheur.

Mais c'est plus ça. Le respect se perd. Un bout de chiffon mal lavé, un supporter bourré qui chante un peu faux, et Sarkozy passe relever les compteurs. 7 500 euros et jusqu'à six mois de zonzon pour outrage au drapeau et à l'hymne national. Ça refroidit les ardeurs.

Mais l'outrage c'est quoi au fait. Gainsbourg ? Django Reinhardt ? Les Beatles ? Et les drapeaux qui brûlent dans les manifs

Holà ! Nos galants aimés. Holà ! Disent-elles,
Baillez-nous l'étoffe jolie de vos drapeaux,
Nous en ferons des robes bleues, rouges ou blanches
Et nous les froisserons aux danses des dimanches
Contre votre cœur qui s'en montrera plus tendre.

Mais les galants passent et s'en vont sans comprendre
Le bon désir des amantes qui restent seules...
Et demain les drapeaux leurs seront des linceuls.

Gaston Couté (1880-1911)

kanakes, et les petits bouts de drapeau plantés sur les autobus, avec des vrais contrôleurs en dedans, les jours de fête ?

Sarkozy atteint le sommet du grotesque. Faudrait lui montrer le treillis tout neuf des soldats français partis maintenir la paix républicaine en Côte d'Ivoire, les belles mairies de nos jolis villages où on délivre pas les papiers aux Ivoiriens justement. C'est-t-y pas beau le bleu-blanc-rouge ?

Jipé

Suggestion aux internautes : une petite animation sur la page d'accueil de votre site avec une serpilière bleu-blanc-rouge qui crâme, ça doit pas être bien difficile à faire ?

Sur les pavés, la neige !

CELA bien sûr c'était à Paris, où selon les journaux « près de 50 000 manifestants ont crié leur opposition à un allongement de la durée de cotisation »¹. Certes en tête de cortège de la CGT à FO et à la CFDT en passant par la CFTC, FSU, CFE-CGC on affichait l'image des « leaders unis et contents » tenant en main la même banderole. Le « bon » Raffarin pourra se féliciter d'avoir pour un bref moment rétabli l'unité du front syndical.

Unité syndicale ou repli stratégique des vieux crocodiles des différentes boutiques syndicales ? Dans le reste de la manif parisienne (50 000, comme à Marseille, 25 000 à Toulouse, 20 000 à Bordeaux, etc.) il y avait aussi Attac (à quel titre syndical ?) et la CNT². Le tout bravant le mauvais temps et les difficultés de transport (grève métro et RER largement suivie) aux sons de différentes raffarinades « Raffarin ta réforme tu sais où tu peux te la mettre » adaptées d'un vieil air traditionnel... J'ai même entendu (je ne me souviens dans quels rangs confédéraux) l'm a man du défunt bluesman Muddy Waters ! La démonstration de force des syndicats, leur mobilisation reposant sur ce que disait un manifestant parisien : « (il y a) contradiction à affirmer travailler plus longtemps tout en permettant de balancer des salariés à la rue comme on le fait en ce moment ». Avertissement à Raffarin certes, mais on l'espère, pas le dernier !

Loulou Barbesois

Notes :

1. Plus de cent manifestations dans l'Hexagone, le nombre des manifestants (350 000) a été au-delà des chiffres du 25 janvier 2001, dernière manifestation unitaire sur les retraites.
2. Suivaient aussi LO et LCR qui espèrent ramasser les miettes du mouvement social. Mais étaient-ils à leur place dans une manifestation syndicale ?

Les braises de l'hiver

Élan noir

Les professionnels du contrôle social font de moins en moins recette. Certains « guides » politiques de la gauche s'offrent une virginité chez les citoyenistes et antimondialistes. Les offensives conjointes de l'État et du patronat s'accroissent dangereusement. Un syndicalisme en rupture avec la cogestion deviendrait un outil de lutte redoutable: bilan et espoirs du mouvement de 1995.

À L'HEURE où les compères Messier et Raff' annoncent qu'ils vont nous faire «aimer le travail», alors que Métaleurop recrache ses salariés après avoir plombé leur vie, à l'heure où les «partenaires sociaux» d'EDF-GDF battent provisoirement en retraite(s), que reste-t-il des espoirs nés dans la chaleur d'un hiver déjà lointain?

Quand les cheminots montraient les voies

Alain Juppé est le premier acteur apparu sur la scène de Matignon, où se joue jusqu'à l'été 2003 la pièce « concertation sociale sur la réforme des retraites ». Son rôle est d'éviter à tout prix un remake de son plan de 1995 où son intransigeance et sa rectitude dans ses bottes avaient contribué à jeter dans la rue des dizaines de milliers de manifestants. Dans certaines villes, une très forte proportion de la population y participait, les salariés du privé, les chômeurs, les retraités se joignant aux grévistes du public. C'était l'indice d'un mécontentement dépassant la défense des acquis.

Dans divers quartiers de Paris ou de villes de province, des militants des différents secteurs en grève (cheminots, postiers, etc.) se réunissaient pour élargir les revendications, envisager des actions vers des entreprises privées. Cela commençait à sentir le roussi pour tous les garants de la «paix sociale» et risquait de déboucher sur un mouvement d'une tout autre ampleur, dépassant les corporatismes soigneusement entretenus par les directions syndicales.

Le spectre de mai 68 faisant toujours peur, il était temps de sif-

fler la fin de la récréation en remettant la réforme à plus tard.

Reprise en main des affaires

Pour continuer à augmenter les profits, donc accentuer l'exploitation, il fallait affiner les méthodes, prendre certaines précautions. Des progrès restaient à faire dans l'art de la communication-propagande: n'avait-on pas vu les médias, après les habituelles tentatives de dénigrement du mouvement en reconnaître la popularité! Après quelques transferts de menue monnaie, leur contrôle s'est resserré et, aujourd'hui, une bonne partie marche «aux canons» derrière Dassault et Lagardère.

Une autre leçon retenue fut que les réformes contre les « archaïsmes » et la « frilosité sociale » devaient être engagées après une longue préparation des esprits, par étapes, en avançant masqués. En ce sens, la « gauche » a pu montrer son savoir-faire, notamment à travers le « deal » Aubry-CNPF (35 heures contre flexibilité), l'accentuation des privatisations, le langage politiquement correct (fonds salariaux au lieu de fonds de pension). Fière de son «bilan», elle fut cependant surprise par l'ingratitude de la France d'en bas et, vexée, se joignit au Front anti-abstentionnisme pour apporter au Chi plus de 80 % des votants. Place au « consensus » sécuritaire permettant à Sarkozy d'appliquer l'essentiel des «idées» du Front national à travers des lois et des pratiques liberticides afin de surveiller et mater les « classes dangereuses ».

Pendant la période, la condition des travailleurs a continué de se dégrader: la part salariale dans la

valeur ajoutée ne représente plus que 68 % (70,5 % dix ans plus tôt); les emplois à durée déterminée ont augmenté jusqu'à 14,9 %, ceux à temps partiel jusqu'à 16,4 %. Les licenciements sont une méthode de bonne gestion, ainsi que le reconnaît un responsable des relations humaines: «Connaissez-vous une opération qui ait un payback (sic) aussi rapide?» Les entreprises se recentrent sur le «cœur du métier», externalisent de nombreux emplois vers des sous-traitants, parfois délocalisés dans des « zones franches industrielles » de pays où la main-d'œuvre est surexploitée.

Des citoyens passent à l'ATTAC

Dans le camp du travail, le contrôle strict du syndicat par le parti, pratiqué par les communistes et certains imitateurs «gauchistes» a rejoint les poubelles de l'Histoire. De même, la stratégie des «bases multiples» s'appuyant sur des organisations-sœurs du parti dans divers domaines sociaux, culturels, politiques et permettant de ratisser large, ne peut plus s'appliquer ouvertement.

Pourtant ne voit-on pas certains militants politiques avoir des responsabilités dans tel syndicat, telle organisation de chômeurs ou pour le droit au logement, tout en ayant leurs entrées dans les médias? Pourtant des militants trotskistes de la LCR n'hésitent-ils pas à créer une scission dans « l'École émancipée » pour participer à la direction de la FSU (voir le Monde libertaire, n° 1301)? Pourtant d'anciens Géco (guides éclairés de la classe ouvrière) ne fréquentent-ils pas les rouages d'une organisation citoyenne à la mode? Il est vrai que les grandes

1995

surfaces politiques ne faisant plus recette, les pimpants magasins A(T)TAC sous l'enseigne « mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action » font plus « tendance ». Au-delà de l'interrogation existentielle « Tobin or not Tobin? », il y a sans doute place pour une force de propositions qui, en gommant ses aspects les plus sauvages, participerait à la promotion d'un « capitalisme à visage humain ». Surfant sur la vague anti-globalisation, appliqués à réfréner ses adhérents les plus radicaux, certains de ses dirigeants n'ont pas hésité à collaborer avec la police pour séparer le bon grain de l'ivraie dans plusieurs manifestations!

Au-delà des individus, tous ces comportements correspondent à une réalité sociologique. Ils sont dans la continuité historique des tentatives de certaines couches sociales, issues souvent de la classe moyenne, pour valoriser leur poids dans la société par un rôle de canalisation des révoltes contre le système en place.

Tous ensemble... vers l'anarchosyndicalisme ?

Loin de ces intellectuels que Jacques Prévert voyait déjà « jouer avec des allumettes » – sans doute pour allumer des cierges dans leurs chapelles politiques –, a-t-on avancé depuis l'hiver 1995 dans la progression de forces sociales ayant un projet révolutionnaire anticapitaliste?

En tout cas, le « syndicalisme d'accompagnement » des confédérations « représentatives » ne suscite pas l'enthousiasme (deux tiers d'abstentions aux élections prud'homales). Pour conserver leur monopole de représentation des salariés, certains de leurs syn-

dicats n'hésitent pas à se joindre aux efforts des patrons et de l'État pour s'opposer à l'implantation de sections d'entreprise CNT ou SUD.

Malgré tout, ces deux organisations se sont développées, même si la répression dissuade souvent les salariés d'y adhérer en masse.

En dehors des secteurs jusqu'alors peu pris en charge syndicalement (commerce, restauration rapide, nettoyage, bâtiment, etc.), le risque est d'apparaître comme une nuance supplémentaire, plus radicale, sur la palette syndicale.

Pour espérer regrouper à terme une partie significative des salariés combattifs, il est essentiel de leur présenter un modèle syndical clairement différent du modèle actuellement largement déconsidéré. Ainsi, le fédéralisme reliant les structures de base semble seul capable de s'opposer efficacement aux risques de bureaucratisation dont les permanents syndicaux sont un support habituel.

De même, les structures syndicales sont trop souvent calquées sur des réalités mises en place par le patronat et l'État (professions, branches, départements). L'objectif principal est qu'elles permettent, à l'image des Bourses du travail, la recomposition à la base d'une solidarité entre professions, entre salariés et chômeurs, retraités, etc.

Dans les grèves, le patriotisme d'organisation doit être remis en cause pour faciliter l'expression des salariés en lutte, par l'organisation d'assemblées générales, l'élection de délégués mandatés, le contrôle des négociations.

Tous ces aspects se rapportent à la nécessaire cohérence entre pratiques quotidiennes et projet sociétal, qui est au cœur de l'anarchosyndicalisme. E.N.

La manifestation du 1^{er} février à Paris, côté anarchosyndicalistes



réforme des retraites

travailler plus pour gagner moins

C'EST MAIN dans la main avec le patronat que le gouvernement lance une nouvelle offensive sur le front des retraites, dans la continuité de la politique de la gauche. L'échéance d'une réforme de fond avait été programmée depuis 2001 alors que plus de 300 000 personnes s'étaient déjà mobilisées contre les propositions du Medef.

Après les retraites complémentaires, ce sont aujourd'hui les régimes spéciaux qui sont dans le collimateur des dirigeants. Une fois de plus, ils tentent de nous imposer de travailler plus longtemps pour toucher moins de prestations au bout du compte. Il s'agit en effet d'augmenter la durée des cotisations tout en diminuant les points indiciaires qui déterminent le niveau des retraites.

Le faux problème du financement

Le processus est déjà largement entamé, le pouvoir d'achat des retraités ayant subi de nombreux reculs, ils sont déjà 800 000 à devoir se contenter de minimas.

Pourtant cette réforme est loin d'être aussi indispensable que l'on veut nous le faire croire. Les fausses évidences démographiques et l'usage libéral des statistiques masquent mal la volonté du patronat de faire main basse sur une grande partie des salaires différés.

Aujourd'hui un salarié produit en moyenne 50 % de richesses de plus qu'il y a vingt ans. Le problème est que les exploitateurs veulent empocher cette plus-value, alors qu'elle suffirait amplement à financer les caisses de retraite et celles de la Sécu.

D'autre part, si le prélèvement des cotisations pose problème c'est aussi à cause de la précarité et du chômage. Or ce sont les mêmes qui utilisent massivement la mise en préretraite, le travail précaire, qui laissent sur le carreau des millions de chômeurs et qui voudraient nous faire travailler jusqu'à soixante-cinq ans!

Partageons les richesses, pas la misère !

Les dirigeants économiques voudraient que les salariés acceptent la rigueur budgétaire alors que le véritable enjeu est celui de la répartition des richesses, de la part des profits et de celle des salaires. Car consacrer de l'argent aux retraités reste en définitif un choix social.

Au fur et à mesure que l'on réduit la part du régime général à une peau de chagrin, les salariés sont sensés capitaliser une part de plus en plus importante de leur retraite. Ceux qui en ont les moyens devraient ainsi confier leur pécule aux aléas de la Bourse. Au regard des événements récents, ils ne devraient pas se sentir rassurés (aux États-Unis, 75 % des

« retraités » doivent travailler pour s'assurer des revenus corrects).

Le système par capitalisation renforce les inégalités et maintient les salariés dans l'illusion que leur retraite de demain dépend de leur capacité à épargner aujourd'hui. En réalité, c'est inévitablement sur les richesses produites par le travail à une période donnée que sont prélevées les retraites sur la même période. Les patrons savent bien que les liquidités disponibles servent à alimenter la machine économique aujourd'hui et pas dans dix ans.

L'idée que les salariés garantiraient leur retraite par leurs cotisations reste donc totalement fautive. En réalité, seule la solidarité entre générations peut garantir la retraite. La retraite par capitalisation n'est donc qu'une forme de retraite par répartition encore plus inégalitaire.

Socialisons les retraites

Les salariés ont bien pris conscience des menaces contenues dans cette réforme et, déjà mobilisés, se sont exprimés sur celle-ci. Qui pourra prétendre à une retraite à taux plein alors que la précarité du travail se développe dans des proportions telles que beaucoup de travailleurs se posent des questions de survie avant de pouvoir se projeter dans l'avenir. Ainsi les retraités, qui loin d'être inactifs, ont souvent pu jouir de la liberté que permet un revenu décent, risquent-ils d'être contraints à une activité salariée de plus en plus tardive.

Face au projet de laminage des acquis sociaux orchestrés par le patronat et le gouvernement, nous devons nous battre pour assurer des prestations décentes et tracer la perspective d'une auto-gestion des fonds sociaux sans État ni patrons.



Union locale FA de Lyon

...destruction des retraites

EDF/GDF

syndicats sous tension

LE RÉGIME DE RETRAITE d'EGF: il faut savoir qu'un agent EGF n'est jamais en retraite, mais en non-activité. C'est-à-dire qu'il est réquisitionnable pour intervenir sur le réseau en cas de crise, ce qui justifie le montant de la pension qui est de 75 % du dernier salaire perçu.

Le projet de Raffarin, Roussely et des laquais syndicaux CFDT, CGC, CFTC et CGT (entendons-nous bien, il ne s'agit pas des syndicats de base, mais des fédéraux qui signent des accords dans le dos du personnel, sans le consulter, démocratie oblige!). Ces individus, s'ils représentent leurs syndiqués, et ce n'est pas sûr, ne sont que misère (30 % du personnel) et ils prennent des décisions qui engagent tout un chacun. Cela ressemble un tant soit peu à de l'autoritarisme!

Ce qui doit réjouir Raffarin et Sarkozy, qui se trouvent ainsi dans leur élément. Mais revenons à nos moutons.

Le projet consiste à rester à 37,5 annuités de cotisations:

- augmentation de 4 points desdites cotisations, soit plus de 50 %
- Baisse de la participation d'EDF de 53 % à 20 %
- création d'une caisse particulière, qui sera alimentée sans aucun doute par un système de fonds de pension.

Il est bien évident que tout cela ne peut être que provisoire et ne devait servir qu'à faire baisser la tension sociale, au sein d'EDF/GDF. Mais, parce qu'il y a un mais:

Trois fédérations signent le relevé de conclusions (une seule suffit pour que l'on puisse mettre en application le projet, démocratie oblige, enfin si l'on veut!): CFDT, CFTC et CGC, FO refusent de signer; la CGT (Denis Cohen et son politburo) veut signer, puis vu la pression des syndicats de base, il revient sur sa position (le ton monte) et, là, avec l'accord politique de la direction et des trois fédérations signataires, il lance une consultation du personnel sur la base de « oui ou non pour le relevé de conclusions ». En pensant que le « oui » l'emporterait.

Tout a été fait dans ce sens:

- bourrage de crâne par la direction
- dans certaines agences, le matin du vote, diverses pressions sur les agents par la direction

- pour les inactifs, le courrier qui leur parvient, lorsqu'il leur parvient (52 % des inactifs ont voté), est rédigé de telle sorte qu'il devient évident que le « oui » est souhaitable

- le dépouillement par les fédéraux a été intéressant aussi. Les bordereaux non contre-signés se trouvent destinés à la poubelle (50 bureaux de vote environ). Après avoir tapé du poing sur la table, il a été envisagé de contacter lesdits bureaux pour qu'ils les renvoient dûment signés.

Tout cela démontre une volonté et la peur des fédéraux d'être désavoués par le scrutin. En effet, 60 % de « Non » pour les actifs et, 52 % de « Oui » pour les inactifs. Le tout mélangé nous fait 53 % de « Non ».

Notre bon premier ministre a décidé de rendre impopulaire les services publics, ainsi que les fonctionnaires. La méthode est simple: il faut faire en sorte qu'une multitude de personnalités (ministres, journalistes, hommes politiques de tous poils, etc.) matraquent la population d'inepties du style: « Les gens de la fonction publique sont des privilégiés », ou « Ils ont des avantages. » Alors que nous, pauvres ministres, nous avons été obligés de nous augmenter de 70 %, que nous avons toujours fermé les yeux sur le non-paiement des charges patronales de nombreuses entreprises (voir les constructeurs automobiles français par exemple, etc.).

Tant que le bon peuple ne dira rien, qu'il suivra bêtement les fédérations syndicales qui l'endorment. Tant qu'il ne se prendra pas en main, en créant des coordinations, des collectifs, tant qu'il ne se regroupera pas pour être plus fort, il se fera tondre.

Résistance et bataille pour avancer.

CNT-Énergie

unedic : le racket perpétuel

6,5 milliards d'euros vont être puisés dans la poche des chômeurs. Au 1^{er} janvier 2003, les cotisations d'assurance chômage augmentent de 5,80 à 6,40 % (+0,6). Hausse répartie à part égale (Oh, la belle « équité »!) entre employeurs et salariés. La participation des chômeurs à leur retraite complémentaire augmente également de 1,2 à 3 %.

Les filières d'indemnisation sont réduites. Selon FO, 250 000 à 300 000 personnes ne seront plus indemnisées avec le nouveau système. Pour les moins de cinquante ans, la durée d'indemnisation chute de trente à vingt-trois mois. Pour les chômeurs de cinquante à cinquante-cinq ans, les conditions d'indemnisation sont durcies. Il faudra toujours avoir cotisé quatorze mois au cours des vingt-quatre mois mais la durée d'indemnisation est ramenée de quarante-cinq mois à vingt-trois mois. Dans le cas où la durée de cotisation est de vingt-sept mois au cours des trente-six derniers mois, la durée d'allocation est de trente-six mois.

Pour les salariés licenciés après cinquante-cinq ans: auparavant, vingt-cinq années d'expérience professionnelle donnaient droit à soixante mois de chômage (cinq ans), pour « aller » jusqu'à l'âge de la retraite. Demain, avec les nouvelles règles, il faudra avoir cinquante-sept ans pour pouvoir bénéficier d'une allocation « couvrant » jusqu'à l'âge de la retraite. Pour les précaires, les conditions d'indemnisation sont également revues à la baisse: il suffisait d'avoir quatre mois de cotisations dans les dix-huit derniers mois pour être indemnisé (quatre mois), il faudra maintenant avoir cotisé pendant six mois pour être indemnisé certes plus longtemps: sept mois. Avec la réduction du nombre de filières, les résultats de la mécanique sont sévères: ceux qui justifiaient par exemple de huit mois de travail dans les douze derniers mois et qui pouvaient alors prétendre à une indemnisation de quinze mois verront leur durée d'indemnisation réduite à sept mois, voire passer de vingt et un mois d'indemnisation à sept mois s'ils ont plus de cinquante ans. Un vrai coup dur qui appellerait une riposte solidaire de tous les actifs, (presque) certains d'être concernés un jour!

Source: La lettre des militant(e)s syndicalistes libertaires, janvier 2003 - numéro 30

Costa Rica

convergences anarchistes

DIVERS GROUPES et personnes de ce pays viennent de former l'Organisation anarchiste communiste. Ceux qui en sont à l'origine viennent de différents groupes et secteurs tant écologistes que syndicaux où les propositions anarchistes ont un certain poids. Parmi les projets immédiats : un mensuel (Agitando mentes) qui servira aussi de porte-voix à la Croix noire anarchiste costaricaine et à réactiver un groupe d'études et de conférences sur l'anarchisme, fonder une bibliothèque, créer un site web. Hormis cette nouvelle organisation anarchiste, il faut signaler aussi la présence du Collectif anarchiste Liberté et Solidarité.

Canada

pacifistes

UNE ASSOCIATION canadienne se propose d'envoyer des inspecteurs aux États-Unis pour contrôler les installations d'armes chimiques, biologiques et nucléaires de ce pays. L'administration Bush a retenu quatre critères pour désigner les États-voyous :

- avoir des stocks massifs d'armes chimiques
- ignorer les résolutions des Nations unies
- refuser de signer et d'honorer les traités internationaux
- être parvenu au pouvoir par des moyens illégitimes.

Les États-Unis répondant actuellement à ces quatre critères, un examen de leurs équipements semble s'imposer. Celle-ci aura lieu en février 2003 : des inspecteurs du mouvement « Routing Out Evil » (association canadienne) vont se présenter à la frontière américaine et vont demander à effectuer leur travail.

<http://www.rootinguoutevil.org>

Turquie

manifestation anarchiste

LA FÉDÉRATION des Jeunesses anarchistes a manifesté contre la guerre et le capitalisme le 24 décembre à Hisarustu de Rumeli (Istanbul) où se trouve l'université du Bosphore. Environ soixante anarchistes ont déployé sur la route principale une banderole « Aucune guerre! » et scandé des slogans. Ils sont entrés dans l'université, bloquant le service de sécurité qui avait tenté d'attaquer les manifestants. Mais ceux-ci ont pu défilé en cortège à travers la ville universitaire même s'ils durent faire face à une tentative d'agression en voiture de la part d'un professeur. Arrivés au centre ville, ils ont brûlé les drapeaux des entreprises multinationales BP et Shell en criant : « Le capitalisme tue à la guerre avec revolvers et bombes; avec la faim et la pauvreté en temps de paix. » La marche s'est terminée en brûlant une effigie de l'oncle Sam.

contre la guerre

LE RÉSEAU de solidarité antimilitariste, dans une déclaration qui devait être rendue publique le 24 janvier à Istanbul, réaffirme son refus de la guerre qui se prépare en Irak. Ses membres refusent d'être les soldats de quiconque et affirment que depuis dix ans, une trentaine de personnes sont devenues objecteurs ou insoumis et qu'un certain nombre s'apprête à en faire autant prochainement. Ce Réseau se déclare solidaire de ceux qui se refusent à être des engrenages de la machine de guerre.

Israël

encore un objecteur incarcéré

L'OBJECTEUR DE CONSCIENCE Haggai Matar s'est vu signifier sa quatrième période de détention de 14 jours, après avoir déjà écopé de trois autres périodes de 14, 28 et 56 jours en prison. Le 30 janvier, il a «fêté» son centième jour en prison et le lendemain, il a fêté son 19^e anniversaire à la prison militaire n°6. D'après sa mère, la santé et son moral sont très bons.

À présent, au moins huit objecteurs de conscience sont en prison en Israël.

L'Internationale des résistants à la guerre appelle à envoyer des lettres de soutien à : Haggai Matar, et des lettres de protesta-

tions aux autorités et ambassades israéliennes.

L'IRG demande la libération immédiate de l'objecteur de conscience Haggai Matar et des autres objecteurs de conscience emprisonnés.

Andreas Speck

*War Resisters'International
Transmis par les relations internationales FA*

Haggai Matar
Mil ID 7281989
Military Prison No 6
Military Postal Code 01860
IDF, Israel

Espagne

trois inculpés de Malas Pulgas toujours en prison

LE 4 JANVIER, deux mille à trois mille personnes ont défilé à Valencia en solidarité avec les quatre jeunes gens arrêtés après l'expulsion le 4 octobre du centre social de Malas Pulgas à Valencia. Depuis, des concerts, des actions de soutien diverses se relaient. Le 17 janvier, la chambre provinciale de Valencia a rejeté la demande de mise en liberté provisoire déposée par les avocats. Trois d'entre eux restent donc en prison, le quatrième étant déjà libéré sous caution. On ne dira jamais assez combien est importante toute forme de soutien extérieur lorsqu'on est enfermé. Nous vous

demandons donc de bien vouloir écrire à ces jeunes camarades —même en français ou anglais— afin qu'ils sachent, et qu'ils fassent savoir, qu'ils ne sont pas seuls : ils peuvent recevoir des lettres, des cartes postales et la presse à :

Ivan Soler Morcillo
Establecimiento penitenciario de Picasent, Modulo 14,
Apartado 1002, 46220 Picasent (Valencia), Espagne.
Jordi Belver Bayona et Pascual Sanchez Zamorano
Establecimiento penitenciario de Picasent, Modulo 18,
Apartado 1002, 46220 Picasent (Valencia), Espagne.

Barcelone, métro gratuit

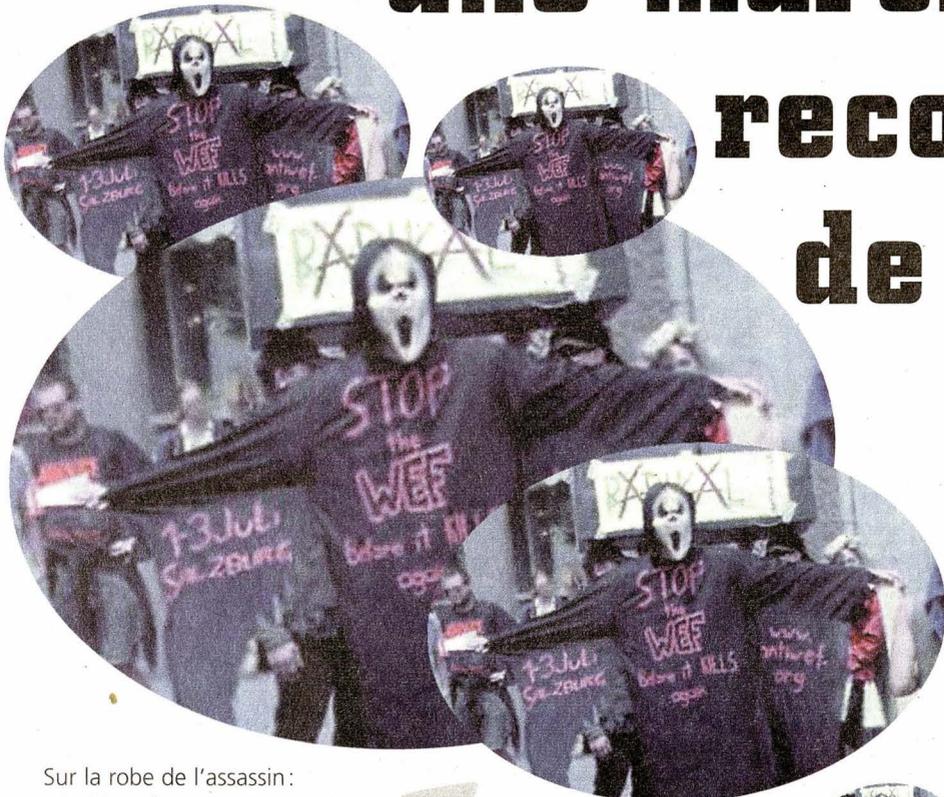
Le 16 janvier en soirée, une quinzaine de personnes a participé à une action contre les augmentations constantes du prix du transport public, tout en faisant la promotion du métro comme un transport gratuit. L'initiative s'est déroulée à la station Sant-Andreu de Barcelone, où une banderole fut déployée et les portiques de passage ouverts durant une demi-heure. Malgré l'apparition de divers agents de sécurité l'action s'est déroulée sans problèmes.

Source : Contra-Infos, le 21 janvier 2003.

une marche pour la recomposition de la gauche

le mouvement antiglobalisation

Théo Simon



Sur la robe de l'assassin :
« Arrêtons le Forum économique
mondial » (World Economic
Forum) avant qu'il tue encore.

**Le Forum social
européen de Florence
a été un préambule
de ce que l'on va vivre
lors des prochaines
mobilisations contre
le sommet du G8 d'Evian
ou lors du Forum social
européen de Saint-Denis
(Automne 2003).
Effectivement on s'est
bousculés pour s'y
montrer, jusqu'à des
membres « imminents »
du Parti socialiste
comme Hollande,
Emmanuelli, Dray.**



Théo Simon est militant du
groupe FA de Nantes.

BERNARD CASSEN (toujours président d'Attac) rencontrait, le 20 novembre dernier, Hollande au siège du PS. Le 26 novembre, Harlem Désir (ex-militant de ladite société civile), député PS au parlement européen, rencontrait Suzan George, vice-présidente d'Attac, pour discuter de la taxe Tobbin. Le 28 novembre, il rencontrait Christophe Aguiton (membre d'AC, du DAL, d'Attac, et aussi de la IV^e internationale). Emmanuelli, artisan du courant « Le Nouveau monde », gauche du PS (tout un programme!), rencontrait le 2 décembre officiellement un groupe d'Attac des Landes, le 12 décembre Dray et Montebourg rencontraient Bruno Rebelle, directeur de Greenpeace. C'est une opération de charme tous azimuts, de réunions post-électorales, à des rencontres informelles sur l'annulation de la dette.

À Florence, Hollande serrait la main de Bernard Cassen et José Bové. Un José Bové défendu unanimement (avec une demande de recours en grâce) par le PS quelques jours après alors que ce dernier était poursuivi en justice sous la législature où ce même PS détenait la majorité. On radicalise

les discours: « La mondialisation est aujourd'hui présentée comme un fait. Certes, elle est aujourd'hui un fait. Mais elle est surtout le résultat d'une succession de choix politiques qui n'ont pas été délibérés en connaissance de cause ou qui l'ont été dans le dos des citoyens. [...] Et nous voici pris en otages dans le chantage du capitalisme des actionnaires les plus voraces disposant de la liberté de placer leur capital dans le lieu de la rémunération du travail le plus favorable à la satisfaction des actionnaires... » (Projet nouveau Parti socialiste, 26 octobre 2002) On croit rêver! S'il y a une unanimité au PS, c'est bien sur la récupération, la captation de la mouvance anti-mondialisation. « Il faut créer une coalition arc-en-ciel, un lieu institutionnel de rencontres entre nous, syndicats et associations, comme en Italie et en Espagne, pour mener des campagnes communes ».

Au forum de Florence on dénonce l'idéologie néo-libérale, concept creux car il n'existe pas d'idéologie néo-libérale! C'est l'idéologie du capitalisme que l'on dénonce depuis tant de décennies. Ce que l'on peut appeler de « néo-libéralisme » tout

comme la mondialisation n'est qu'un processus historique donné. Fort heureusement la sauce aura du mal à prendre. Pour preuve, l'éjection des trois anciens ministres PS (Vaillant, Guigou, Royal) qui ont tenté de rejoindre le cortège syndical pour la défense du service public le 26 novembre dernier.

Le Parti communiste français n'est pas non plus en reste. Patrick Braouezec, député maire de Saint-Denis, explique dans l'Humanité très clairement cette politique de rapprochement qui ne fait que cacher une volonté de récupération et d'instrumentalisation. Suite au forum de Florence, il déclare « Des débats entre les mouvements sociaux et les forces politiques ont été inscrits au programme. [...] Rien de durable ni de solide ne pourra se faire sans cette relation constante entre les partis de gauche engagés dans une volonté de changements radicaux et cette forme de démocratie participative que sont les forums sociaux. Chacune des parties prenantes doit le faire en toute autonomie, dans un respect mutuel, mais avec ce même objectif partagé d'arriver à formuler et à

Minorité agissante, nous débattons, proposons, confrontons nos analyses afin de favoriser une vision globale anticapitaliste, favoriser l'auto-organisation, et que se produisent des ruptures.

appliquer des alternatives au libéralisme économique et aux tournures belliqueuses qu'il prend quand il entre en crise. »

Déclaration à prendre au sérieux quand on sait que le prochain forum social européen se tiendra à l'automne 2003 dans la ville qu'il dirige ! Quant aux Verts, après cinq années de gouvernement, ils et elles vont dans le même sens. Sans rupture profonde avec le PS et son modèle social-démocrate, la motion majoritaire affirme que « c'est dans les luttes de terrain qu'est née l'écologie politique, qu'elle approfondit ses exigences, peaufine ses solutions. [...] Il faut pour cela multiplier nos rapports avec les forces politiques, partis, associations et mouvements qui, à un titre ou un autre, cherchent une alternative au productivisme, au libéralisme, à l'autoritarisme, au racisme, au machisme et à l'homophobie, etc. »

La construction d'un pôle radical à gauche ?

Emmanuel avait il est vrai, le 21 novembre dernier, une analyse correcte sur la situation de la gauche et ses rapports de forces internes. « Nous sommes convaincus que la gauche doit d'abord recréer les conditions de son propre rassemblement hors de la ligne social-libérale. Ni les communistes, ni les Verts, ni la gauche mouvementiste, pas plus qu'une large fraction de l'électorat socialiste, ne l'accepterait. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons une clarification de cette ligne, préalable à toute tentative de rassemblement de la

gauche, parce que notre parti, avec ses qualités et défauts, reste le pivot indispensable de ce futur rassemblement. [...] Si par malheur nous n'y parvenions pas, le risque est grand de voir se constituer sur la gauche de notre parti un pôle de radicalité, vieux rêves des gauchistes, qui couperait la gauche en deux. »

Et il est évident que cette analyse est portée collectivement par la Ligue communiste révolutionnaire qui, du haut de ses 4.32 % à la présidentielle, tente de se placer au centre de cette nouvelle alternative.

Lors du meeting contre la guerre en Irak à Paris le 19 novembre, Christian Picquet affirme que « le processus de reconstruction d'une nouvelle force de gauche est urgent ». La LCR joue à plusieurs niveaux : dans un premier temps au niveau des partis institutionnels en écrivant à l'ensemble des partis de gauche, dont les Verts, le PCF et le PS, espérant ainsi récupérer les franges les plus radicales.

Dans un deuxième temps la LCR tente de se placer au centre du mouvement social, d'en être l'expression politique. Car derrière les déclarations de principes d'indépendance des mouvements sociaux, ces mouvements sont de faits des enjeux politiques dans la recomposition de la gauche. « C'est là que nous ferons bouger le rapport de force entre la gauche et nous » analyse Olivier Besancenot. Et effectivement la LCR s'y attache avec une politique d'entrisme, de contrôle de plusieurs organisations (conseil d'administration d'Attac, AC, les Suds, etc.), par une présence de plus en plus remarquée lors des différents sommets et rencontres internationales (lors du dernier sommet de Florence, près de 15 000 numéros de Rouge en trois langues ont été distribués).

Un affrontement où nous n'avons rien à gagner

La LCR porte en son sein les contradictions du trotskisme. Une tendance réformiste qui s'était fortement exprimée lors de son dernier congrès autour du changement de nom. Les noms souhaités, espérés étant Mouvement des radicaux de gauche, gauche démocratique et révolutionnaire...

Cette tendance s'exprime aussi dans les organisations de l'ex-gauche plurielle avec les refondateurs du PCF ou le courant de la gauche socialiste du PS, dont nombre de cadres sont issus de la LCR. Un des derniers transfuges est celui de Gérard Filoche qui après avoir été trente ans à la Ligue a rejoint ce courant et a pris des galons très rapidement en devenant le porte-parole dans le débat sur les 35 heures.

Un autre courant de la LCR fait son pari sur la « société civile » et sur les mouvements sociaux. L'outil classique est celui de l'entrisme dans un objectif de « radicaliser les minorités combattives » ou d'adopter la tactique du « front unique » visant à mettre les réformistes au pied du mur.

Mais dans tous les cas quelque soit la phraséologie adoptée, dans les différentes stratégies de la LCR ou de la gauche plurielle, le point commun est le changement de champ : du champ social et de l'affrontement social à la scène politique, et à la conquête du pouvoir politique. Hollande, en s'adressant à la presse, s'exprimait très bien sur ce sujet à Florence « Le rôle des mouvements sociaux, des syndicats et des formations politiques est de porter un certain nombre de revendications qui naissent ici et de leur donner une traduction concrète au niveau gouvernemental. »

Notre stratégie doit être claire et différente. Conscient(e)s et favorables à l'émergence d'un mouvement social, notre volonté est certes de vouloir politiser, globaliser et fédérer les luttes. Mais ce qui nous distingue de l'ensemble de la gauche, c'est notre position au sein de ce mouvement. Minorité agissante, nous débattons, proposons, confrontons nos analyses afin de favoriser une vision globale anticapitaliste, de favoriser l'auto-organisation, et que se produisent des ruptures.

Nous restons une minorité agissante sans perspective d'instrumentaliser ou de manœuvrer les mouvements sociaux. Nul doute qu'un des enjeux pour nous, lors des mobilisations autour du sommet du G8 ou du prochain forum social européen, est bien de mettre en évidence l'impasse stratégique des différentes gauches et d'affirmer la nécessité d'indépendance du mouvement social. **T.S.**

Manifestation à Davos en 2001



la guerre d'Algérie

et les

ANARCHISTES

André Devriendt

L

LA COMMÉMORATION du traité de l'Élysée, scellant la réconciliation de l'Allemagne et de la France, l'année de l'Algérie en France, même si l'on peut être circonspect quant à leurs motivations réelles, ont ceci de positif de rappeler ce que les guerres ont de terrible pour les peuples. Ce n'est pas inutile en ces temps de bruits de bottes aux abords de l'Irak. Il n'est pas inutile non plus de rappeler, de faire connaître ce que la France, ce que des Français ont pu commettre comme crimes au nom de ce slogan : « L'Algérie c'est la France ! »

Deux livres, parus en 2002¹, nous replongent dans cette période sombre de notre histoire au cours de laquelle furent commises des horreurs contre les Algériens qui luttèrent contre l'oppression dont ils étaient les victimes, horreurs que des Français ne pouvaient pas supporter, qu'ils dénonçaient vigoureusement et qui les conduisaient parfois à se ranger activement aux côtés des combattants algériens. Ce que firent des trotskistes, des libertaires, des pacifistes, etc.

Dans le livre *Des Français contre la terreur d'État (Algérie 1954-1962)* publié sous la direction de Sidi Mohammed Barkat, un chapitre écrit par Georges Fontenis, secrétaire de la Fédération communiste libertaire, fédération issue de la scission de 1953, sous le titre « Le Non-engagement des anarchistes traditionnels » affirme : « La nouvelle Fédération anarchiste (FA) de 1956, composée des tenants du synthétisme et renforcée par des éléments surtout individualistes et d'esprit franc-maçon [...] allait faire la preuve de l'inanité de la pensée "anar" traditionnelle sur le problème du colonialisme. Le "puriste" rejetant toute

tentative d'analyse de l'impérialisme allait renvoyer dos à dos le colonialisme des colonisateurs et la révolte des opprimés coloniaux revêtant effectivement pendant un temps un aspect nationaliste... »

Écrire aussi, dans l'autre ouvrage, *Les Camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, de Sylvain Pattieu, préface de Mohammed Harbi, que « la FCL est surtout constituée d'ouvriers, d'intellectuels (enseignants), de techniciens, tandis que dans la FA prédominent les forains ou les petits entrepreneurs » (citation du livre de Georges Fontenis : *Changer le monde, histoire du mouvement communiste libertaire 1945-1997*), est une contre-vérité. S'il est exact qu'au sein de la FA il y avait quelques camarades « travailleurs indépendants », ils ne prédominaient pas du tout. Et ils ne furent pas les moins actifs des militants ! Georges Fontenis conclut le chapitre « Le Non-engagement des anarchistes traditionnels » par ces lignes :

« À quoi pouvait conduire en 1954-1956 cette sorte de minable purisme ? À l'absence totale au sein des luttes réelles ; le nouveau journal de la nouvelle FA, *le Monde libertaire*, était vendu dans les kiosques d'Alger pendant que les camarades de la FCL subissaient la répression mais restaient en contact avec les militants révolutionnaires algériens. »

Remettons les choses au point. Ceux qui ont provoqué la scission et qui ont créé un « parti » libertaire ont fait main basse sur le journal, *le Libertaire*, et sur le siège de la Fédération anarchiste. Les camarades qui rebâtirent une nouvelle Fédération anarchiste durent lancer un nouveau périodique ; ce fut le

André Devriendt, un camarade kabyle du groupe d'Alfortville et Maurice Joyeux au congrès d'Angers, en 1960.



Monde libertaire qui ne put paraître que mensuellement pendant assez longtemps, et ils durent aussi retrouver un local; tout cela au milieu de difficultés de toute sorte, particulièrement financières.

Le premier numéro du Monde libertaire sortit en octobre 1954, et il fut saisi pratiquement à chaque parution en Algérie. Il n'était pas saisi chez l'imprimeur mais dans les kiosques, sans que nous en fussions avertis! C'était l'arbitraire total, comme pour les autres publications, certainement. Les coûts de ces opérations étaient difficiles à supporter. Notre journal a été saisi aussi en France à plusieurs reprises, quelquefois dans certains départements et pas dans d'autres!

La FA pendant le conflit algérien

Dans le Magazine libertaire, n°4, de décembre 1984, numéro dont le thème était « Libertaires face à l'armée et à la guerre. Spécial souvenir. Dossier 14-18 », j'ai publié un article intitulé « Deux Guerre coloniales: 1946-1962 »; il s'agissait de la guerre d'Indochine et de celle d'Algérie. En voici des extraits qui montrent les activités de la FA pendant la guerre d'Algérie.

Il faut ajouter que des camarades adhérents de la FA, appelés ou rappelés, refusèrent d'obtempérer. Ils purent, grâce à une filière mise en place par Suzy Chevet, compagne de Maurice Joyeux, s'exiler en Suède. Nous avons aussi plusieurs fois retardé le départ de trains emmenant des appelés à Marseille.

Les militants de la Fédération anarchiste n'ont pas à avoir honte de leur action pendant cette guerre atroce, même s'ils n'ont pas « porté les valises du FLN ».

A. D.

1. Les Camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie, de Sylvain Pattieu, préface de Mohammed Harbi, éditions Syllepse, Paris, 2002. Des Français contre la terreur d'État (Algérie 1954-1962). Sous la direction de Sidi Mohammed Barkat. Textes ajoutés par les éditions Reflex. Disponibles à Publico

3, rue Ternaux, la librairie plastiquée par l'OAS le 3 mars 1962.



une guerre coloniale

Cet article d'André Devriendt est paru dans le Magazine libertaire n° 4, (décembre 1984), sous le titre « Deux guerres coloniales, l'Indochine et l'Algérie ». Nous n'en reprenons ici que cette seconde partie.

Contre la guerre

Dès le mois de décembre 1954, Maurice Fayolle signait un article remarquable – il devait en faire, bien d'autres! – dans le Monde libertaire intitulé: « De Tunis à Casablanca où mûrissent les fruits de la colère. » Il développait ce qui allait être la position constante de la Fédération anarchiste tout au long de ces huit ans de « pacification »: rejet de la guerre, rejet de l'idéologie religieuse et des mouvements nationalistes. « Peuples nord-africains, vous avez raison de vous insurger contre ceux qui vous asservissent. Mais vous avez tort de le faire sous l'égide d'une nation et d'un fanatisme religieux générateurs de nouvelles servitudes », écrivait Maurice Fayolle.

Le Libertaire, lui, du 4 novembre 1954, titrait: « L'Afrique du Nord: un même peuple en lutte contre l'impérialisme assassin. » La Fédération communiste libertaire évoluera vers un soutien total à l'insurrection algérienne, donc au Front de libération national, ce qui entraîna la désaffection des lecteurs dérouterés et de nombreuses saisies du journal. La présentation de candidats communistes libertaires aux élections législatives de janvier 1956, avec l'appui d'André Marty, un des vieux chefs communistes qui s'illustra tristement pendant la guerre civile espagnole, en rupture de ban, sera le coup de grâce, si l'on peut dire...

Pendant huit ans, le Monde libertaire n'allait pas cesser de combattre contre cette guerre. Les trois « Maurice »: Fayolle, Joyeux, Laisant, d'autres encore, vont dénoncer les tortures, clouer les politiciens au pilori, fustiger l'attitude des socialistes, ce qui entraîna des saisies larvées du journal et son interdiction en Algérie, évidemment!

La Fédération anarchiste, de son côté, ne restait pas inactive. Membre des Forces libres de la paix, qui comprenaient des associations pacifistes, elle participa à la lutte commune et organisa elle-même plusieurs meetings. Au cours d'une de ces réunions, des « anciens d'Indochine » brisèrent le matériel et volèrent la caisse avant d'être expulsés; à la sortie de la réunion, ils jetèrent d'une voiture deux grenades offensives qui firent quelques blessés, dont deux grièvement.

Des milliers d'affiches, de tracts furent collés, distribués, pendant des nuits entières, ce qui valut plus d'une fois aux militants d'être plaqués au mur, mitraillés sur le ventre, par des policiers nerveux et racistes, et de passer la nuit dans un commissariat.

Le 13 mai 1958, des généraux, des colonels, des groupes d'extrême droite au service des gros colons qui, pendant des années

avaient poussé les pieds-noirs à refuser la moindre réformette en faveur des Algériens musulmans, et les incitaient depuis le début de la guerre à se révolter contre la métropole, s'emparent du siège du gouvernement général. C'est l'insurrection, cette fois, des Français d'Algérie. Le socialiste Guy Mollet va chercher de Gaulle, la IV^e République a vécu.

La lutte continue

Sous l'impulsion de Maurice Joyeux, la Fédération anarchiste met sur pied un Comité d'action révolutionnaire auquel adhèrent: le Parti communiste internationaliste (trotskiste), le Syndicat des charpentiers en fer (CGT), le Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière. Des tracts, des affiches sont édités; un meeting est organisé. Le Comité d'action révolutionnaire participera à la manifestation du 28 mai 1958, dernier baroud, où deux cent mille manifestants clamaient leur volonté de s'opposer aux factieux. Les partis de gauche, les syndicats étaient présents. Le Comité d'action révolutionnaire formait un groupe imposant et remarqué, de nombreux membres de diverses organisations étaient venus se joindre à lui.

La Fédération anarchiste tient un congrès extraordinaire à Paris les 24, 25 et 26 mai 1958 et, à l'issue de ses travaux adopte cette motion:

« Le congrès extraordinaire de la Fédération anarchiste, réuni les (...), demande à ses groupes et à ses militants de tout mettre en œuvre pour lutter sans merci contre les fascistes, appuyés par des factions militaires à la faveur d'une guerre absurde que nous n'avons cessé de dénoncer et qu'ils ne veulent pas terminer.

« Il les invite expressément à resserrer leurs contacts avec les comités de résistance locaux les moins politisés et, surtout, à mener une action décidée dans leurs syndicats pour créer les conditions d'une riposte ouvrière immédiate.

« Nos libertés essentielles reposant incontestablement sur le fonctionnement normal et les possibilités d'action des organisations démocratiques, leur défense est pour les libertaires un impératif absolu. »

La V^e République s'installe, la lutte contre la guerre d'Algérie continue, de plus en plus violente. Participent à cette lutte: les communistes, des socialistes, des chrétiens regroupés autour de Témoignage chrétien, de nombreux intellectuels de tout bord, qui s'expriment dans des périodiques comme France-observateur et l'Express, les milieux d'extrême gauche et, naturellement, les libertaires, ceux de la



Fédération anarchiste et d'autres, par exemple dans *Liberté*, de Louis Lecoin qui, en pleine guerre d'Algérie, menait une campagne pour obtenir un statut de l'objection de conscience!

À la librairie du Monde libertaire, 3, rue Ternaux à Paris, on diffusait des publications interdites telles que la *Question*, Pour Djamil Bouhired, la *Gangrène*, et d'autres encore.

Au début de 1962, le dénouement est proche, mais la violence atteint son paroxysme. Les ultras, qui ont créé l'OAS (Organisation armée secrète) après le putsch avorté des généraux du 21 avril 1961, multiplient les attentats aussi bien en Algérie contre les musulmans qu'en métropole contre tous ceux qui militent pour la fin de la guerre. Ainsi, en mars, le siège du *Monde libertaire* et sa librairie sont entièrement détruits par une puissante explosion provoquée par l'OAS qui assassine, au cours de ces mois, des dizaines de personnes. Une manifestation contre l'OAS, justement est organisée le 8 février par les syndicats auxquels s'étaient joints le Parti communiste et d'autres organisations. La flicaille, déchaînée, fit neuf morts (Charonne).

Enfin, le 18 mars 1962, sont conclus les accords d'Evian qui mettent fin au conflit...

Débats au sein de la FA

Dans la Fédération anarchiste, un courant largement majoritaire avait adopté une position « classique » : lutte contre la guerre coloniale, la répression, la torture, et renvoi dos à dos des belligérants, le Front de libération nationale algérien et le gouvernement colonialiste français. Un autre courant, dont j'étais, pensait que cette position n'était plus suffisante après quatre années de conflit, même si elle correspondait aux principes libertaires antinationalistes. Nous disions qu'il fallait tenir compte de la réalité si l'on voulait que cette tuerie cesse; la réalité, c'était que les Algériens musulmans voulaient l'indépendance politique de leur pays et que le FLN représentait pour eux la force qui devait y conduire.

Il nous semblait qu'on ne pouvait pas mettre simplement sur le même plan gouvernement français et ceux qui se battaient pour chasser leurs oppresseurs, même si, finalement, ils ne feraient peut-être que changer une exploitation par une autre. Il est à remarquer qu'il est constant qu'un peuple opprimé par un autre peuple cherche d'abord à se débarrasser de l'occupant étranger avant de s'en prendre ultérieurement à ses propres exploités.

Dans le bulletin intérieur, n° 37, du 1^{er} mai 1961, je signalais un article intitulé: « À propos des 121 », en réponse à notre camarade Hem Day qui avait écrit dans *Freedom* du 7 janvier 1961 et dans les *Cahiers du pacifisme* un article reproduit dans le n° 36 du bulletin intérieur de la Fédération anarchiste, Hem Day écrivait, entre autres, dans son excellent article:

« Entre cette démocratie française et ce gouvernement d'indépendance nationale, mon choix est impossible, car, pour moi l'équivoque des objectifs reste constant... Alors



... et en 1959, à la librairie,

pourquoi choisirais-je un camp plutôt que l'autre, je n'éprouve point l'envie. »

Je répondis:

« Nous refusons ce dilemme. S'il ne s'agissait que de choisir entre Ferhat Abbas et de Gaulle, il n'y aurait, bien entendu, pas de problème. Nous n'avons pas choisi entre deux gouvernements, nous avons choisi le camp des opprimés en révolte, celui de ceux qui, depuis plus d'un siècle, ont été bafoués, volés, réduits à la misère dans leur propre pays, et sans que cela trouble la conscience du peuple français en général. Nous sommes avec ceux qui ont été "contraints" d'user de la violence... Ils ne sont pas libertaires, ils font une guerre d'indépendance nationale. Et comment pouvait-il en être autrement? »

Dans ce même numéro du bulletin intérieur, deux tracts que nous avons diffusés étaient reproduits; ils explicitaient notre position. L'un était intitulé: « Les anarchistes s'adressent aux révolutionnaires algériens » L'autre: « Au peuple algérien, c'est sa révolution qu'on lui demande de laisser à la porte comme une paire de babouches. »

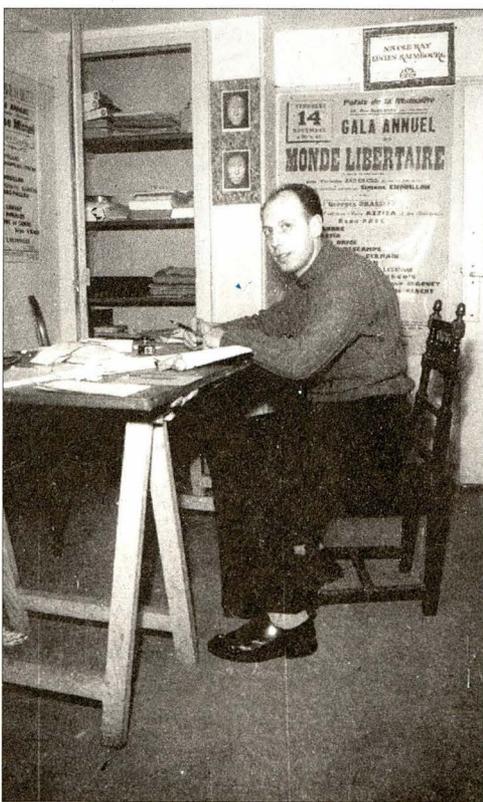
Je rappelle, pour mémoire, que le manifeste dit des « 121 » était une *Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie*. Il était signé par 121 personnalités représentant le monde littéraire, médical, syndical... De nombreux jeunes du contingent – envoyés en Algérie par Mendès-France et Mitterrand – ont choisi, en effet l'insoumission. Parmi eux, des libertaires.

C'est surtout au cours du congrès de 1960 de la Fédération anarchiste que la question algérienne donna lieu à débats. À l'issue d'une très longue discussion, le congrès adopta une motion présentée par le groupe d'Alfortville:

« Le groupe d'Alfortville, après examen des conditions qui ont amené la guerre d'Algérie, considère que cette guerre ne pourra se terminer que par la reconnaissance du droit "effectif" aux Algériens de disposer d'eux-mêmes.

» Pense qu'il ne suffit pas aux anarchistes d'exprimer des vœux platoniques sur la fin du conflit ni d'attribuer au FLN les mêmes responsabilités qu'aux Français dans la poursuite des combats.

André Devriendt, administrateur du *Monde libertaire*, en 1958...





« Pendant huit ans, le *Monde libertaire* n'allait pas cesser de combattre contre cette guerre. Les trois Maurice: Fayolle, Joyeux, Laisant, d'autres encore, vont dénoncer les tortures, clouer les politiciens au pilori, fustiger l'attitude des socialistes, ce qui entraîna des saisies larvées du journal et son interdiction en Algérie, évidemment! »

» Malgré le caractère nationaliste de la rébellion algérienne (caractère qui était inévitable), nous ne pouvons rester absolument neutres. Il faut accentuer notre soutien moral aux combattants, prendre des contacts avec eux partout où cela est possible, ce qui nous permettrait de leur faire comprendre qu'il existe une autre voie que la constitution d'un État bourgeois.

» En conséquence, nous demandons que dans les semaines, les mois à venir, la FA, dans le *Monde libertaire* et dans les groupes, engage une vaste campagne pour dénoncer la responsabilité du seul gouvernement français dans cette guerre colonialiste, afin de faire sortir l'opinion publique de son indifférence et de l'amener par une pression puissante à obliger les forces réactionnaires et le gouvernement à capituler. »

Texte publié dans le bulletin intérieur de la Fédération anarchiste, n° 33 de juillet 1960.

Vingt-quatre mille six cent quatorze tués, dont douze mille trois cent quatre-vingt trois militaires professionnels et du contingent, et trois mille deux cents civils du « maintien de l'ordre ». Cela du côté français. Du côté algérien, des centaines de milliers de tués, des milliers de torturés, des dizaines de villages incendiés. Bilan effroyable, résultat de l'aveuglement, de l'imbécillité, de l'avidité, du racisme de la grande majorité des Français d'Algérie, des militaires, des policiers, des politiciens. Le Parti socialiste, par sa veulerie, en rajouta et, comme la trahison des principes ne paie pas toujours, faillit disparaître de l'échiquier politique.

Ces années furent difficiles pour les militants de la Fédération anarchiste. L'équipée de Suez, la révolution en Hongrie, Cuba. La mort

d'Albert Camus. Continuation de la reconstruction de la Fédération anarchiste. Il y avait alors peu de militants, et l'on est rétrospectivement étonné de constater que la Fédération anarchiste fit face à tous ces événements, qu'elle fut de tous les combats.

« Morts en Algérie, morts pour rien », écrivait Fayolle dans le *Monde libertaire* de mars 1959. On peut ajouter: « Morts en Indochine, morts pour rien. Morts de toutes les guerres, morts pour rien. »

Pour en connaître plus sur les événements de l'époque, on peut consulter, entre autres:

- Les numéros du *Libertaire* et du *Monde libertaire* des périodes considérées.
- *Mourir pour rien*, de H. Ainley, Stock, 1969.
- *Histoire d'une paix manquée. Indochine 1945-1947*, Fayard, 1967.
- « L'Affaire Fontenis », dans *la Rue*, n° 28, « La reconstruction de la Fédération anarchiste », dans *la Rue*, n° 30, « La Fédération anarchiste reprend sa place », dans *la Rue*, n° 31. Ces trois articles sont de Maurice Joyeux.
- *Le Destin tragique de l'Algérie française*, œuvre collective, Éditions de Crémille, Genève, 1971, diffusion F. Beauval.
- *La Guerre d'Algérie*, librairie Jules Tallandier, 1971-1974.
- *La Guerre d'Algérie*, de Jules Roy, Julliard, 1960.
- *La Question*, de Henri Alleg, Éditions de Minuit, 1958.
- *Pour Djamilia Bouhired*, de G. Arnaud et J. Vergès, Éditions de Minuit, 1957.
- *Chroniques algériennes (Actuelle III)*, d'Albert Camus, Gallimard, 1958.
- *La Répression et la Torture*, de J. Vialatous, les Éditions ouvrières, 1957.
- *Le Monde libertaire*, n°432, du 8 février 1982: «Charonne

en conclusion

Les drames qui ensanglantent l'Algérie depuis sa libération ne donnent-ils pas raison aux « anarchistes traditionnels » ? Si, bien sûr. Malheureusement. Cependant, je crois toujours que nous devons intervenir, selon nos moyens, nos convictions, pour soutenir le peuple algérien révolté. Il lui fallait se débarrasser d'abord des chaînes du colonialisme. Ensuite, il lui appartiendrait de construire son propre régime. Si c'était à refaire, j'aurais la même position.

A. D.

pas un homme pour la guerre !

André Bernard



Qui sont ces sept individus ?

L LE 1^{ER} NOVEMBRE 1954 débutait la guerre d'Algérie qui a longtemps caché son nom. Depuis des décennies, les « Algériens d'origine musulmane » luttèrent par différents moyens pour obtenir des droits égaux aux « Algériens d'origine européenne », en vains efforts face à la surdité volontaire et à l'aveuglement de ceux qui détenaient tous les pouvoirs. Présentation en termes très simplifiés pour décrire une situation autrement complexe qui ne dit pas la volonté de tout un peuple excédé par l'oppression et qui ne voit plus d'autre issue que de créer sa nation indépendante.

En ces années 50, la France métropolitaine sommeillait, sortie à peine de la guerre 39-45 ; elle commençait à goûter aux bienfaits de la consommation après des années de restrictions et se souciait peu des événements extérieurs à l'Hexagone.

Que se passait-il en Algérie ? On ne savait pas trop : rien de bien nouveau en tout cas, semblait-il, et il fallait être un militant bien informé pour le dire. Et encore...

Au début, les militants hésitèrent. Pour qui prendre parti ? D'un côté, les partisans du MNA (Mouvement national algérien) de Messali Hadj, connu, mais en perte de vitesse ; de l'autre, le FLN (Front de libération national complètement inconnu lors du déclenchement de l'insurrection). Les différents groupes anticolonialistes qu'ils soient trotskistes ou anarchistes balancèrent un temps pour choisir enfin le FLN après que ce dernier eut exterminé physiquement le MNA lors de luttes fratricides particulièrement sanguinaires. D'autres ne choisirent pas, et attendirent...

Si ma mémoire n'est pas trop infidèle, et à la mesure des connaissances que j'avais de la situation (j'ai commencé à fréquenter le groupe Sébastien-Faure de la Fédération anarchiste à Bordeaux vers cette période), je dois dire que la Révolution algérienne n'était pas à l'ordre du jour des causeries. Pour la plupart des gens, militants y compris (est-ce que je me trompe ?), l'Algérie c'était la France. Créer une nouvelle nation, un nouvel État n'était pas un projet à retenir, sans nier pour autant que la lutte anticolonialiste se révélait nécessaire et juste. Aussi faut-il peut-être saluer une plus fine analyse politique du moment chez les jeunes militants de la Fédération communiste libertaire. Face à eux, les militants légèrement plus âgés de la FA d'alors ne faisaient pas moins preuve de lucidité, ou d'une autre expérience, sur l'avenir d'un mouvement révolutionnaire caractérisé par son nationa-

lisme, une religiosité musulmane affichée, un militarisme à tout crin et une violence extrême.

Comme le rappelle André Devriendt, dans ce journal, la FA de ce temps était à reconstruire, expulsée de ses locaux, privée de son moyen d'expression, le *Libertaire*, par la FCL ; il faut rappeler sans craindre de se répéter que les militants étaient rares, les jeunes plus rares encore...

« Jeune », je me sentais isolé. Ma préoccupation, alors, n'était pas la guerre coloniale qui se préparait, mais la guerre tout court. Quelle attitude prendre face à l'armée ? J'étais antimilitariste, tout simplement, et n'envisageais pas un seul instant de revêtir un uniforme quelconque. Ce n'est que plus tard qu'une culture anticolonialiste s'est en quelque sorte rajoutée. Quand j'ai interrogé les membres du groupe de Bordeaux sur la délicate question militaire, je n'ai pas obtenu de réponse qui me satisfasse : la prison risquait d'être interminable (on perdait un militant...) et l'exil problématique. Le mieux n'était-il pas de « faire son service » en passant entre les gouttes ? Oui, ma déception fut totale. Aussi, je résolus de me débrouiller sans aide aucune.

À suivre les témoignages de la FCL (vidéo, livres et documents divers), on pourrait penser qu'elle seule (chez les anarchistes) a fait quelque chose de concret durant cette guerre. Je ne nierai pas son action et ses prises de position extrêmement courageuses qui la conduisirent à son anéantissement dès l'été 1956. Mais on risque d'oublier que d'autres libertaires ont continué à lutter, car si la prise de conscience se fit lentement, elle se fit.

Par exemple, en août 1956 se tenait un camping des Jeunes libertaires à Salernes dans le Var. La plupart se rangeaient, si j'ose dire, dans la tendance qualifiée d'« individualiste », catégorie abhorrée par les anarcho-communistes de la FCL. Mais rien n'est aussi simple. C'est lors de ce rassemblement que fut organisé, à ma connaissance, le premier réseau anarchiste pour faire passer en Suisse insoumis, déserteurs et autres rappelés par la guerre d'Algérie. J'y étais... mais je n'en sus rien, malgré mon intérêt certain : la discrétion était de rigueur ! Par mes propres moyens, j'arrivai à Genève en octobre où je retrouvai Pietro Ferrua participant de ce camping et, sur-le-champ, j'eus la charge de la caisse de solidarité. Très rapidement aussi, les premiers réfractaires pointèrent leur nez à la frontière.

À Genève, l'aide venait également de pacifistes suisses, de quakers, de socialistes, de la



Ces sept individus, en avril 1961, prétendaient tous se nommer André Bernard, un insoumis qui refusait alors de combattre en Algérie. Comment dénicher le « vrai » parmi eux, tous étant dépourvus de papiers d'identité ?

Ligue des droits de l'homme, et même d'un ancien déserteur de la guerre 14-18.

Le groupe anar de Genève, à la moyenne d'âge très élevée, fit alors peau neuve. De son côté, André Bösiger, militant très actif du groupe genevois, était en contacts réguliers avec le groupe de Macon qui avait fait scission d'avec la FCL et qui travaillait directement, me semble-t-il, avec le FLN. J'eus souvent le plaisir de rencontrer cette équipe à la bonne humeur débordante. Le réseau Jeanson et le « sous-réseau » Jeune Résistance fréquentaient par ailleurs les divers locaux et logis des Genevois du moment. Je me souviens d'un magnifique couscous dégusté dans le logement de Pietro, où j'habitais alors, avec la présence de Francis Jeanson, de Robert Davezies, de Jean-Louis Hurst et d'autres dont les noms m'échappent. Je ne garantis pas que les règles du cloisonnement qu'impliquait la clandestinité étaient bien respectées. Quelques insoumis, et leurs compagnes, travaillèrent alors avec Jeune Résistance.

En 1960, je partis en Belgique, où j'ai pu constater, là aussi, que la lutte anticolonialiste se menait sur deux fronts : par l'aide directe au FLN (aide toujours critique, mais aide quand même) et par une solidarité totale avec les insoumis, déserteurs et réfractaires.

À Bruxelles, le « groupe de soutien » se composait de chrétiens, de francs-maçons, de libertaires (dont un insoumis de la guerre 39-45), tous entretenant entre eux des rapports d'amitié.

C'est à Bruxelles (fin 1960-début 1961) que je pris contact avec l'Action civique non violente qui depuis peu se solidarisait « physiquement » avec les jeunes qui refusaient cette guerre coloniale. Je décide de revenir clandestinement en France et de me constituer pri-

sonnier, publiquement, lors d'une action collective organisée par l'ACNV. L'action consistait pour des adultes à peine plus âgés qu'un réfractaire à adopter son identité, partager son arrestation, son emprisonnement et à ne le quitter que, contraint et forcé, lorsque les autorités avaient enfin déniché le « bon » parmi les « mauvais ». Mais l'action ne s'arrêtait pas là, elle se maintint jusqu'à la fin de la guerre. Et c'est une longue histoire. Simple souvenir... quand, m'appêtant à suivre deux gendarmes qui déclinaient mon nom et me réclamaient, je vis six gaillards se lever comme un seul homme pour suivre les pandores et déclarer porter mon nom! (le rappel de ce geste provoque toujours en moi une émotion forte). Les gendarmes, ce jour-là, repartirent les mains vides. Il était loin le temps où on me conseillait de me faufiler entre les gouttes.

Des amis engagés dans la lutte menée par l'Action civique non violente durant la guerre d'Algérie et qui font actuellement un travail sur cette période écrivent qu'« entre 1952 et 1962 il y eut 470 objecteurs condamnés, 300 à 400 insoumis et déserteurs engagés sur 3 000 à 4 000 réfractaires officiellement dénombrés ». Tout ça sur 2 000 000 d'appelés qui ont participé à cette guerre.

Oui, nous étions une minorité.

Souvent, depuis, des proches m'ont demandé : « Mais qu'ont-ils fait, durant cette période, les libertaires en âge de partir en Algérie ? » La réponse, je la connais un peu. Et alors ? Ce n'est pas à moi d'en juger.

N'empêche ! Je pense quelquefois que si avec untel et avec tel autre, militants très connus, et avec d'autres encore, nous avions pu unir nos efforts, faire face ensemble...

Mais de là à donner des leçons ? Non !

À d'autres ce soin...

A. B.

un réseau de recherches libertaires ?

Pourquoi ?

Parce que la société a évolué et que beaucoup de nos idées ne semblent plus être adaptées au monde actuel et aux besoins de nos militances.

Parce que la crise de civilisation est si profonde et si étendue que la notion même d'humanité est en question.

Parce que la société capitaliste a récupéré une partie de notre arsenal critique.

Pour tenter de sortir de la position défensive dans laquelle nous sommes depuis si longtemps.

Parce que les échecs répétés et l'activisme sont usants, décourageants.

Parce que nous pouvons avoir à notre disposition beaucoup d'approches critiques.

Parce que nous sommes assez nombreuses et nombreux à travailler isolément sans concertation.

Parce que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

Pour survivre.

Les buts ?

Développer des recherches sur les idées et les politiques libertaires.

Mettre à disposition des personnes qui le souhaitent les théories déjà existantes.

Tenter d'évaluer le matériel théorique déjà disponible.

Mutualiser nos moyens et les investissements. Coopérer pour développer la puissance libertaire.

Confronter, sans drames, les points de vue différents pour progresser hors des frontières mentales.

Aller, si on peut, vers des transversalités, des complémentarités pour développer des convergences libertaires.

Construire des boîtes à outils pour les luttes, pour nos vies.

Mettre en œuvre des recherches et des actions libertaires.

Comment ?

Un réseau informel à côté des organisations libertaires et aussi avec elles. Celles-ci ont leur rôle à jouer et il ne s'agit pas de prendre leur place, mais de générer et d'encourager des potentiels de développements

théoriques, ce qu'elles ont du mal à faire en ce moment pour diverses raisons.

Sans annonce grand public, mais sans secret non plus. Ce type d'investissement n'intéresse pas tout le monde. Le résultat ne sera pas immédiat, il faut du temps pour réaliser cela, cette temporalité à son rythme propre.

En créant des liens qui ne sont pas marqués par l'urgence, des liens qui peuvent durer, tout en étant assez distants. Des liens, qui ne sont pas complètement emmêlés dans l'affectif et l'existential ou prisonniers du narcissisme, ou du moins qui essaient de ne pas rester prisonniers de tout cela. La lecture et l'écrit demandent du calme et du temps.

En se donnant des thèmes de travail ou des orientations de recherches en fonction de nos possibilités et de nos désirs.

En créant une dynamique collective transversale qui stimule notre démarche.

En s'appuyant sur les contacts amicaux et militants.

En acceptant la multiplicité des approches.

En mettant en place des petits groupes de travail.

En respectant le rythme de chacun(e). Comme il ne s'agit pas de proposer une pensée officielle ou figée, il n'y a pas besoin de forcer quoi que ce soit.

En recueillant les résultats de nos actions, de nos tentatives autogérées, des luttes.

En essayant de comprendre sans obligatoirement juger (« La pensée froide » dirait Peter Sloterdijk).

En pensant à l'utilité sociale et politique de nos recherches.

En sachant que la lutte théorique est une forme de combat politique.

Des moyens ?

Nous avons à notre disposition un réseau mondial.

Une liste Internet, si on peut.

Un ou des sites de bibliothèques sur le Net pour mettre à disposition les travaux réalisés, les analyses

nouvelles, des comptes-rendus de lecture, des textes qui ne trouvent pas leur place ailleurs.

Un ou des secrétariats légers pour faire circuler l'info.

Des nœuds de diffusion locaux pour les personnes intéressées, qui n'ont pas accès à Internet.

Penser à une publication semble prématuré. Il existe déjà des revues auxquelles on peut proposer nos articles, mais la cyber-édition est possible.

Envisager un Institut libertaire est peut-être à notre portée.

Les membres ?

Les personnes qui s'intéressent à la théorie libertaire, aux théories libertaires, celles-ci étant conçues comme des ensembles d'idées pour l'action, pour la vie.

Les personnes qui se posent des questions sur nos modèles.

Les personnes qui ressentent un manque d'idées appropriées dans notre situation.

Les personnes qui ont besoin de ce type de praxis pour avancer et vivre.

Les personnes organisées ou non qui ont le désir de faire cela.

Des thèmes ?

Sans être exhaustifs il semble difficile de passer à côté de certains points. La liste qui suit est indicative :

- l'évolution de la domination;
- Le cynisme postmoderne;
- la complexité et l'incertitude dans le monde contemporain;
- les modèles politiques révolutionnaires hérités du 19e siècle.
- Les acquis et les problèmes non résolus du 20e siècle;
- le développement de la science, ses orientations et les applications techniques (le

génomique et les clones, par exemple);

- l'écologie et les risques qui pèsent sur l'humanité et la terre. La notion de développement;

- l'impérialisme et ses nouvelles formes de domination néo-coloniale;

- la liberté de circulation;

- le féminisme;

- le travail, les activités socialement utiles, la gratuité, le revenu universel;

- le néofascisme compatible avec la marchandise et le spectacle.

- le néofascisme postmoderne en lien, notamment, avec le développement de l'individualisme et du relativisme;

- l'apartheid social et les développements séparés;

- la pluralité des mondes;

- la servitude sans contrainte;

- la subjectivité libertaire;

- le désir de politique;

- l'existential dans la politique libertaire;

- les apports des sciences humaines;

- l'articulation entre la sphère subjective et la sphère collective;

- les alternatives, les conditions de possibilité, les difficultés, les limites, le bilan des diverses tentatives, le besoin de lieux de vie;

- la dispersion des modes de vie libertaires, la circulation entre les différentes collectivités;

- l'autogestion, l'auto-organisation en acte, ses énoncés, ses ratées, son retour perpétuel et sa réinvention toujours recommencée.

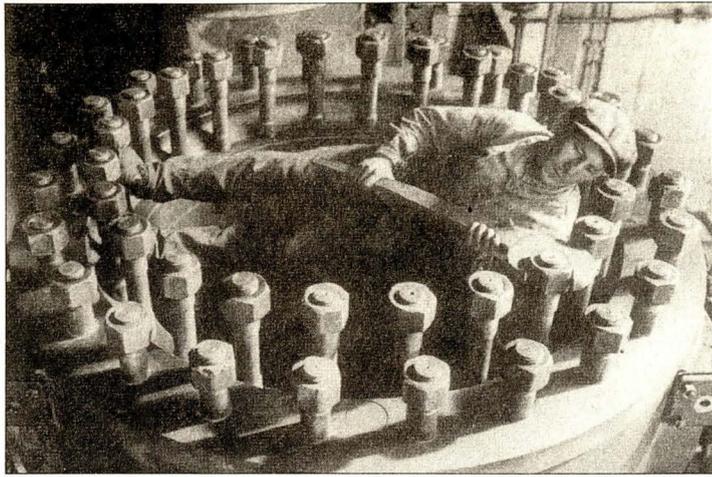
À terme une rencontre, des rencontres?

Philippe Coutant

Nantes le 15 janvier 2003

philippe.coutant1@free.fr

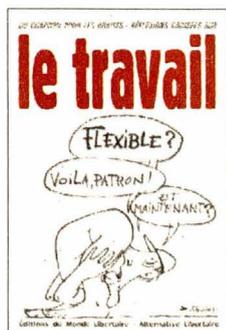
Les personnes intéressées par la création de groupes et le développement de la FA dans l'Aveyron et les Bouches-du-Rhône sont priées de contacter au plus vite le groupe Gard-Vaucluse (AGDIR, BP 5018, 30900 Nîmes groupe-du-gard@federation-anarchiste.org).



Mécanicien goujonnant un cylindre de moteur électrique, Mulhouse 1932.
Photo François Kollar, éd. Maurice Juan

le travail

Une brochure de réflexions croisées, parue aux Éditions du Monde libertaire



TURBIN, taf, boulot, chagrin, besogne, corvée... Le travail est partout, que l'on travaille ou qu'on soit à la recherche d'un emploi. La société tout entière s'est basée sur cette valeur d'un travail fait en dehors de soi, qui sert à « occuper » les individus d'un côté mais qui sert surtout à donner une valeur, une plus-value aux objets et produits ainsi manufacturés.

Cette valeur est pourtant relativement récente: la valeur « travail » est née à la fin du Moyen Âge, alors que la classe bourgeoise commençait à monter en puissance, en prenant appui sur les premières manufactures, sur les finances et sur le commerce, face à une monarchie féodale qui détenait son pouvoir de ses terres et de ses épées.

L'avènement du travail, basé sur des individus « libres » et non plus esclaves (bien que la structure même du travail soit toujours la même que celle de l'esclavage) date de la Révolution française et surtout des théories d'Adam Smith sur le libéralisme.

Le « travail », qui prend alors la suite du « labeur » (paysannerie) et du « métier » (artisanat), remplace l'activité humaine pour donner aux choses et aux biens, non plus une seule valeur d'usage mais bien une valeur d'échange avec tout ce que cela a entraîné: création d'objets libérateurs à l'origine mais qui deviennent objets d'aliénation dans la pratique (par le crédit notamment); accroissement de la consommation pour donner un sens à sa vie; marchandisation de tâches humaines qui laissent une certaine autonomie et une certaine entraide dans la classe ouvrière et qui sont désormais monnayables et aliénantes... Sans parler de l'exploitation, des conditions de travail, de l'impression de perdre sa vie à la gagner, d'avoir peur de perdre son « emploi » et de se trouver rejeté du système, etc.

Aujourd'hui, le capitalisme ne crée plus de travail, basé sur la finance et sur des machines qui ont besoin de moins en moins de bras pour les faire marcher. Pourtant, tout est toujours fait, dans la société, autour de cette valeur, pour continuer à maintenir un poids sur nos épaules et pour nous garder en état de domination, mais aussi parce que le système capitaliste n'a pas encore trouvé mieux que le travail pour faire régner son ordre (d'autant que 80 % du travail actuel sert avant tout à la pérennité du système).

Débattre et réfléchir sur le travail est aujourd'hui essentiel, notamment pour les anarchistes: pour reconquérir une

classe ouvrière émietée (bien qu'encore nombreuse), mais aussi pour se positionner sur un futur libertaire. La brochure *Travail*, que publient les Éditions du Monde libertaire, est à ce titre un bon instrument de « travail » (au sens d'activité humaine de réflexion). S'y trouvent moult textes (parfois contradictoires) sur la condition ouvrière, sur le chômage, sur la remise en cause de la valeur même du travail, sur l'historique du travail, sur la domination du travail mort, ainsi que quelques pistes pour le futur. Comme ce projet pour une société post-capitaliste où sera instauré « la gratuité pour chacun de la satisfaction de ses besoins humains vitaux et sociaux, où sera interdit l'exploitation du travail et mis au rang des crimes contre l'humanité: le profit financier, l'accumulation privée de richesse et toute forme de domination et d'autoritarisme d'un individu ou d'un groupe sur les individus et les groupes ».

Pour finir, je citerai un extrait de ce long texte du groupe allemand *Krisis (Manifeste contre le travail)*, présent dans la brochure, peut-être pas tout à fait libertaire mais qui a le mérite de poser de bonnes questions: « On reprochera aux ennemis du travail de n'être que des rêveurs. L'histoire aurait prouvé qu'une société qui ne se fonde pas sur les principes du travail, de la contrainte à la performance, de la concurrence libérale et de l'égoïsme individuel ne peut pas fonctionner.

« Voulez-vous donc prétendre, vous qui faites l'apologie de l'état de choses existant, que la production marchande capitaliste a vraiment donné à la majorité des hommes une vie à peu près acceptable? Appelez-vous cela « fonctionner », quand c'est justement la croissance vertigineuse des forces productives qui rejette des milliards d'hommes en dehors de l'humanité et que ceux-ci doivent s'estimer heureux de survivre sur des décharges publiques? Quand des milliards d'autres hommes ne peuvent supporter la vie harassante sous le diktat du travail qu'en s'isolant des autres, qu'en se mortifiant l'esprit et qu'en tombant malades physiquement et mentalement? Quand le monde est transformé en désert simplement pour que l'argent engendre davantage d'argent? Soit! C'est effectivement la façon dont « fonctionne » votre grandiose système du travail. Eh bien, nous ne voulons pas accomplir de tels exploits! »

Jean-Pierre Levaray



En vrac



FRAÎCHEMENT sorti des photocopieurs, le Tohu Bohu numéro 17 présente les rendez-vous résistants et alternatifs de février 2003, réguliers ou ponctuels. Dates de manif^o, de spectacles, de projections, de bouffes et de rencontres conviviales, de débats, de conférences, etc. tout y est, et ça tient dans une feuille A4 recto verso dites donc! Ces réjouissances ont souvent lieu en région parisienne, mais il ne tient qu'à vous d'y annoncer, aussi précisément que possible, les événements militants dont vous entendez parler, ou que vous organisez vous-mêmes: un simple mail, et hop!

Profitez-en aussi pour surfer un brin sur leur site web où, entre autres choses, vous retrouverez l'agenda du mois mis à jour (qu'il est conseillé de photocopier et de diffuser aussi largement que possible). Tohu Bohu est conçu par l'équipe du Festival des résistances et des alternatives à Paris (le Frap), comme un outil de promotion et de coordination des luttes, au service de tous. A s'approprier, donc!
<http://letohubohu.free.fr>, tohubohu@altern.org

TOUT FRAIS également, le cinquième numéro de REFLEXes qui affiche une belle couverture en couleurs et un copieux sommaire: retour sur l'affaire Maxime Brunerie (rappelez-vous, ce militant que la langue de bois fasciste qualifie « d'identitaire », qui tenta pitoyablement d'assassiner Chirac en juillet 2001), le point sur la dernière « Fête de l'Identité et des Libertés », organisée le 9 novembre 2002 à l'initiative du MNR pour fédérer les énergies militantes - ce même MNR faisant l'objet d'un article qui relève presque de l'autopsie (on en rêverait!). Jean-Pierre

Chevènement et son parcours politique chaloupé ont droit à six pages qui démystifient largement un vrai faux engagement « à gauche ». Également sur la sellette: les royalistes, les Burschenschaften (corporations nationalistes pangermaniques ou national libérales), le conservatisme... Bref, un décryptage à la loupe des tenants et aboutissants du fascisme. Incontournable pour qui s'intéresse d'assez près à l'antifascisme radical.

3 euros port compris à REFLEXes, 21^{er}, rue Voltaire, 75011 Paris, reflexes@samizdat.net.

UN GRAPHZINE à un euro le mètre... Ça existe, ça s'appelle L'Échelle, et c'est édité par l'association du même nom. Le zine, un format carré de 20 sur 20 cm, se déplie sur un mètre et figure, au recto, les délires graphiques (planches BD et illustrations où l'échelle, comme objet, est assez présente) de quelques excellents crayons, notamment Alain et Popay. Au verso, un photomontage représente une rue taggée et graffée, dans un genre de *street trash art core* qui ne manque pas de puissance visuelle. Ce montage n'est que la première partie d'un ensemble plus vaste que les prochains numéros compléteront, à raison d'un mètre de rue supplémentaire pour chaque mouture.

Beau parcours en perspective. Au fait, ça coûte un euro (plus un timbre pour les frais de port). Également disponible à Publico, non mais! L'Échelle, 45 rue Basfroï, 75011 Paris, www.echellechelle.net.

André Sulfide

Espagne 1936

de l'inutilité des héros

Charles Reeve



Paysan ! La révolution te donnera la terre.

Laissant de côté la politique des dirigeants, Romero s'attache à comprendre comment se sont posés les problèmes de pouvoir à la base, au sein des collectifs militants.

NESTOR ROMERO a écrit *Los Incontrolados*, chronique de la Columna de hierro¹ dans les années soixante-dix, après « avoir baigné depuis l'enfance dans la profusion de récits et d'anecdotes racontées à la table familiale ». Utilisant des témoignages directs et les archives personnelles de son père, il aborde, une fois de plus, la question de la participation des anarchistes au pouvoir d'État, la contradiction, si souvent soulignée, entre les principes libertaires de l'« Organisation » (la CNT-FAI) et sa pratique de compromis. Il le fait de façon originale. Laissant de côté la politique des dirigeants, Romero s'attache à comprendre comment se sont posés les problèmes de pouvoir à la base, au sein des collectifs militants. L'objet d'étude de l'auteur est la colonne de Fer – dite *Los Incontrolados* – milice de la CNT créée les premiers jours du soulèvement révolutionnaire à Valence par un noyau de militants. La renommée de cette milice – devenue une des icônes anarchistes de la Révolution espagnole au même titre que la colonne Durruti et Durruti lui-même – vient avant tout du fait qu'elle intègre dans ses rangs des prisonniers de droit commun libérés d'un pénitencier local. Plus tard, la colonne de Fer se trouvera parmi les plus intransigeants opposants à la militarisation des milices par le gouvernement républicain.²

Évitant l'approche idéologique qui juge la réalité sociale selon les schémas politiques, Romero part du fonctionnement contradictoire du quotidien. Il croise des souvenirs et documents d'époque avec la réflexion politique. On est ici loin d'une vision simpliste d'une « base » pure qui s'opposerait aux chefs.³ Car c'est à la « base », tout d'abord, y compris chez les « *Incontrolados* », que le partage du pouvoir s'est peu à peu installé. Dans le décalage créé, tout naturellement, entre la « masse » des militants

et les personnalités les plus respectées, les plus actives et mieux formées politiquement. Ce fut aussi sur le respect de ces valeurs éthiques (intégrité et formation politique), que s'est bâtie la confiance entre les militants et les miliciens. Confiance mutuelle qu'ils opposèrent passionnément à l'idée de discipline militaire. Romero rappelle que « toute la structure fédéraliste et de démocratie directe des organisations anarchistes espagnoles concourrait à contrecarrer la tendance productrice de dirigeants » (p.58). Cette structure se voulait une barrière à la bureaucratiation. Toutefois, avec la guerre, cet équilibre « fut rompu au profit d'une vague déferlante de culte de la personnalité ». Le respect des personnalités à charge charismatique alimenta l'idolâtrie propagée par les organes et la presse de l'Organisation. Le cas de Durruti est le plus connu. Les louanges à l'intransigeance révolutionnaire et le martyrologue anarchiste ont ainsi servi, dès ce moment-là, à masquer la capitulation de l'Organisation par rapport aux principes du communisme libertaire. Le compromis avec le pouvoir d'État apparaît comme un résultat pervers du respect des leaders. « Ainsi, personnalisation et donc bureaucratiation de l'organisation, conjuguée à un conformisme idéologique d'autant plus marqué que s'y confondent les deux composantes, syndicale et anarchiste, constituent l'échelon décisif sur lequel prend appui la CNT, en juillet, dans son ascension vers le pouvoir. » (p. 55)

Si Romero met l'accent critique sur cette personnalisation du pouvoir au sein de la CNT, il n'oublie pas le rôle joué par les valeurs conformistes. « S'il est vrai que la sexualité, plus que tout autre comportement, est révélatrice de l'état idéologique d'un groupe humain, indéniablement, c'est le puritanisme qui



«Pour la victoire, discipline et commandement unique»

caractérise particulièrement le mouvement libertaire espagnol en 1936. » (p. 90). Et il dédie un chapitre particulièrement intéressant à ce thème. Malgré l'opposition de quelques collectifs (dont Mujeres Libres), la famille, le mariage « civil », la répression du désir sexuel, seront mythifiés dans un univers masculin. Aboutissant à un « moralisme exacerbé » (p. 90) où l'image de la femme et de la sexualité est sublimée dans celle de la mère.

Il y a, enfin, le débat sur la guerre, Question essentielle qui, à l'époque, renvoyait à celle du devenir de la révolution sociale dans l'affrontement capitaliste entre République et fascisme. Les dirigeants de la CNT-FAI évoquèrent souvent les « circonstances historiques », la guerre, pour justifier leur participation au gouvernement. En parfaite similitude avec les discours tactiques de type marxiste orthodoxe. Or, comme écrivait un « incontraolado » dans le journal de la colonne de Fer, *Linea de fuego* : « Nous nous sommes retrouvés transigeants quand il fallait faire preuve d'une intransigeance absolue. » (p. 73). Et d'ajouter, « la question de la guerre n'est pas celle qui nous a déterminés à consentir le "sacrifice" de la participation aux responsabilités gouvernementales. [...] C'est au contraire dans la position (de participation) gouvernementale que se trouve le danger permanent » (p. 75). Une stratégie de guérilla sociale – qui devrait être menée y compris dans les zones contrôlées par les fascistes – fut alors défendue par des franges radicales au sein de la CNT. Elle se voulait une alternative à la guerre classique, affrontement par essence capitaliste. Pour Romero, « si l'organisation d'une guérilla par les anarchistes fut peu évoquée au niveau des instances dirigeantes du mouvement [...], elle fut dans les faits mise en pratique dès

le début de la guerre, sur le terrain même » (p. 71). « Peut-être, une telle forme de lutte n'aurait-elle rien changé au résultat de la guerre. Par contre, elle aurait sans doute considérablement changé la position des libertaires dans le camp "loyaliste". En un mot, elle aurait sauvé leur personnalité et la spécificité de leurs conceptions. » (p. 77)

Les miliciens de la colonne de Fer n'ont jamais cessé de lier la lutte sur le front avec la lutte sociale à l'arrière. Ils descendaient souvent des tranchées de Terruel pour imposer l'épuration révolutionnaire à Valence, exproprier la bourgeoisie, reprendre les armes neuves livrées à la police de la République, brûler les fiches de police et les registres de propriété. Accusés d'infantilisme, voire de banditisme, « los Incontrolados » se trouvèrent sous le feu des mercenaires staliniens de la République. Au nom des nécessités historiques, les leaders de la CNT-FAI, une fois de plus, ont laissé faire.

Les livres sur l'Histoire comptent dès lors qu'ils sont capables de ramener le passé au présent. En rupture avec toute la littérature libertaire à tonalité héroïque et romantique, le livre de Nestor Romero vient, à sa façon, compléter celui de Vernon Richards, *Enseignement de la révolution espagnole*.¹ Ce n'est pas peu dire. **C. R.**

1. Nestor Romero, *Los Incontrolados, chronique de la colonne de Fer (Espagne 1936-37)*, Acratie, 1997, 192 p., 20 euros. Un point noir pour l'éditeur, la très mauvaise qualité du façonnage du livre.

2. On peut aussi lire Abel Paz, *Chronique passionnée de la colonne de Fer*, Paris, Nautilus, 2002, 360p., 17 euros.

3. Contre les récits mythiques, l'auteur rappelle que Los Incontrolados ont sélectionné les droits communs qui se sont intégrés dans la colonne, excluant entre autres ceux connus comme « mouchards ». On les comprend...

4. 10/18, Paris, 1975, réédition chez Acratie, 2000.

L'Enfer des tournantes

SERGE UTGÉ-ROYO, dans *Amis, dessous la cendre*, crie : « À moi les étrangers ! » Aujourd'hui, j'appelle « À moi les femmes ! ». Les combats que nous avons menés dans les années 70 sont désormais dépassés. Nous devons pourtant les poursuivre, mais il est plus urgent de les réactualiser.

Une partie des victoires de l'époque a été remportée, entre autres, par les féministes, mais aussi par les prostituées. Rappelons-nous les occupations d'églises, en 1975, avec Ulla, Barbara, Jackie blonde, Jackie brune, Carole et Sandra, etc.

Aujourd'hui, quelque part, le même problème se pose, mais il est encore plus grave. Cela ne se définit pas en termes d'égalité entre les femmes et les hommes. Pour toute une partie de la population, un minimum culturel reste à acquérir. Les dysfonctionnements de la société ont créé des îlots de misère où la haine et l'ignorance se disputent les pleins pouvoirs.

Les femmes et les hommes engagés dans des mouvements progressistes ou révolutionnaires en ont-ils pris vraiment la mesure ? Les discours moralisants, humanitaires et politiques ne sont plus de mise. Ils paraissent même démagogiques. Il est urgent d'agir.

La lecture du livre de Samira Bellil, *l'Enfer des tournantes*, nous rappelle que, dans les cités, de jeunes hommes sont aliénés, qu'ils prennent les femmes pour leurs objets. Ils prêtent aux femmes leurs propres pensées. Du reste, ils ne savent même pas ce qu'est une femme. Ils peuvent ainsi se permettre les comportements les plus crapuleux : toute femme qui échappe à leurs volontés est une « salope ».

Il est temps de se réveiller. Nous avons besoin des hommes comme des femmes pour ce combat. C'est évidemment tous ensemble que nous pourrions retourner la situation du côté de « l'enfer des tournantes », qui n'est rien d'autre que celui des viols collectifs. Ce sont les victoires des féministes entre 70 et 80 qui nous font espérer que d'autres victoires vont se construire, cette fois, dans les banlieues.

Comment pouvons-nous rencontrer ces jeunes des quartiers, parler avec ces mères qui prennent leur défense et ces pères délibérément en fuite ? Ils ont à apprendre que les femmes sont leurs égales et qu'ils ne sont pas les rois du monde.

l'Enfer des tournantes est un magistral coup de poing sur la table. Il nous ouvre les yeux sur la réalité des ghettos. L'État en porte l'entière responsabilité. Ceux qui votent pour ses édiles également. Mais agir au lieu d'élire implique d'agir réellement.

Avec le livre de Samira Bellil, nous prenons un véritable coup de poing dans la gueule. Il nous reste à le répercuter dans les cités, où se perpétue cet enfer, à coup de pompes dans le cul, mais, encore et surtout, de prises de conscience politique.

Jacques Lesage de La Haye

**Vendredi
7 février**

Grenoble

Projection du film de Pierre Carles *Danger travail* à 20h30 à l'Encre-Rage, 6, rue Étienne-Forest.

Rouen

Non aux lois liberticides, non aux politiques sécuritaires. Meeting à 20h30, salle Sainte-Croix-des-Pelletiers, organisé par le Collectif de défense des libertés fondamentales auquel participe le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste.

Samedi 8 février

Chelles (77)

Le groupe Sacco-Vanzetti de la FA organise une conférence-débat *Nucléaire: sortir ou repartir?* avec José Oriá et Nicolas Depret, militants du réseau Sortir du nucléaire à 20h30 au 1^{bis}, rue Émilie.

Marseille

À 15 heures, Cédric Dupont présente son livre *Ils ont osé!* au local du Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 18^e

La Rue organise une rencontre-débat *Le rôle de l'écrivain aujourd'hui* avec Thierry Maricourt à 16 heures à la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Dijon

Concert à l'Espace autogéré des Tanneries avec Brixton Cat (street punk), Sons de Lucha (oi punk), Hors Contrôle (oi), Thee Muckrakers S. E. (ska rocksteady). PAF à 4 euros. À 20 heures, boulevard de Chicago.

Nantes

Débat sur la prostitution organisé par Lune (Libertaires unitaires Nantes estuaire) à 20h30 au premier étage du 17, rue Paul-Bellamy.

Samedi 15 février

Grenoble

Buffet-concert avec Troïka (rock alterno) à 20 heures à l'Encre-Rage, 6, rue Étienne-Forest. Prix: 6 euros.

Nantes

La commission anti-prohibition FA et le Circ organisent un repas de soutien et une fête cannabique à l'Atelier, 17, rue Bellamy. 2 euros l'assiette. Un débat autour du cannabis aura lieu le 14 février.

Mercredi 12 février

Grenoble

Projection de la première partie du film de Chris Marker *Le fond de l'air est rouge* à 20 heures à l'Encre-Rage, 6, rue Étienne-Forest.

Jeudi 13 février

Grenoble

Projection de la seconde partie du film de Chris Marker *Le fond de l'air est rouge* à 20 heures à l'Encre-Rage.

Vendredi 21 février

Paris 20^e

Débat autour du livre d'Howard Zinn *États-Unis, une histoire populaire de 1492 à nos jours* à 20h30 à la Maroquinerie, 23, rue Boyer.

Paris 13^e

Souriez, vous êtes filmés vous invite à une projection-débat avec présentation printemps-été de leurs tenues de camouflage à 20 heures au cinéma le Barbizon, 141, rue de Tolbiac.

Dimanche 23 février

Bruxelles

Festival des résistances au centre fermé 127 bis. Rendez-vous à 13 heures gare du Midi (Bruxelles); à 14 heures, rassemblement place du Village-de-Nossegem; à 15 heures, départ de la manifestation vers le 127 bis.

Dimanche 9 février

Paris 10^e

Le Collectif anti-expulsion appelle à se mobiliser concrètement contre toutes les expulsions. Rendez-vous à 11 heures à Gare du Nord sur le milieu du quai du RER B en direction de Roissy.

Lundi 10 février

Paris 11^e

Assemblée ouverte du Festival des résistances et des alternatives à 20 heures au CICP, 21^{er}, rue Voltaire.

Mardi 11 février

Rouen

Les gueuloirs du Passe-Théâtre, soirée poésie avec Roberto San Geroteo à 20h30 à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Vendredi 14 février

Grenoble

Soirée moules-frites à 19h30 à l'Encre-Rage, 7 euros sous réservation.



Judi 6 février

Clin d'œil: à 8h30, le Droit à mourir dignement avec la présidente de l'association.

Radio cartable: à 14 heures avec une équipe de CM2 de Maurice-Thorez A.

Vendredi 7 février

Enjoy polar: à 12 heures, Leonardo Padura avec *Le palmier et l'étoile*.

Samedi 8 février

Chroniques syndicales: à 11h30, Porto Alegre et les retraites.

Bulles noires: à 17 heures, salon Kritik du polar, animé par Robert Detair, avec d'autres Kritiques dont Philippine Marlowe et Ricky. Ouvrages principalement chroniqués: *Saké des Brumes* de Romain Slocombe (Baleine), *Mon frère est parti ce matin* de Marcus Malte (Zulma), *Mourir n'est peut-être pas la pire des choses* de Pascal Dessaint (Rivages).

Mercredi 12 février

Blues en liberté: Charlie Patton, l'origine du delta blues.

Vendredi 14 février

Enjoy polar: à 12 heures, Michel Embareck avec *Accusé, couchez-vous!*

Samedi 15 février

Chroniques syndicales: à 11h30, dans le monde une classe en lutte: la Mauritanie.

Mercredi 19 février

Blues en liberté: Sleepy John Estes, Memphis et autour.

Samedi 22 février

Chroniques syndicales: à 11h30, les sans-logis.

Mercredi 26 février

Blues en liberté: nouveautés et réédition.

89,4 MHz
en région parisienne

**nos députés entreprennent
de sauver les trois couleurs...**

Mais d'où nous vient le drapeau noir ?

NOMBRE de nouveaux militants, sympathisants, ou tout simplement des personnes curieuses, nous demandent, lors des manif ou pendant les ventes sur les marchés: mais d'où vient le drapeau noir des anarchistes? Jusqu'à présent, je répondais par quelques... à peu près. Mais, j'ai décidé d'en savoir plus. Et je ne suis pas allé très loin... chercher la réponse. En effet, Line Roca (de notre groupe) a bien voulu nous éclairer. Elle travaille justement sur le sujet et accepte de nous en livrer la substantifique moelle:

« En 1872, à La Haye, la scission est officiellement consommée entre les socialistes autoritaires et les anarchistes.¹ Au cours des années 1880 se manifeste cependant, chez les anarchistes, le besoin de se différencier des autres groupes révolutionnaires, et l'adoption du drapeau noir est, symboliquement, une étape importante, dans la naissance de l'anarchisme. En effet, le drapeau rouge était jusqu'alors le drapeau de l'Internationale, également choisi par la Commune, ainsi que par le reste du mouvement ouvrier.

« Or, dès 1882, les anarchistes se prononcent pour l'abandon de celui-ci, au profit du noir, celui de la révolte. Le numéro 1 du *Drapeau noir* du 12 août 1883 s'exprime, en effet, sur ce choix: "Les événements, les faits de tous les jours, nous ont montré clairement que le drapeau rouge, si glorieux vaincu, pourrait bien, vainqueur, couvrir de ses plis flamboyants, les rêves ambitieux de quelques intrigants de bas étages. Puisqu'il a déjà abrité un gouvernement et servi d'étendard à une autorité constituée. C'est alors que nous avons compris qu'il ne pouvait plus être pour nous, les indisciplinés de tous les jours et les révoltés de toutes les heures, qu'un embarras ou qu'un leurre."

« Le 18 mars, Louise Michel s'exclame salle Favié à Paris: "Plus de drapeau rouge, mouillé du sang de nos soldats. J'arborerai le drapeau noir, portant le deuil de nos morts et de nos illusions."² Louise Michel reprend le même discours à Lyon, devant une foule qui, lors de la révolte des Canuts, avait vu, pour la première fois l'apparition du drapeau noir. Elle était encore dans les mémoires.

« Le drapeau noir fait ensuite une apparition "officielle" dans la manifestation des sans-travail aux Invalides à Paris, le 9 mars 1883, lors d'un meeting organisé par le syndicat des menuisiers.³ Louise Michel y arbore, pour la première fois, un drapeau improvisé, à partir d'un vieux jupon noir

fixé sur un manche à balai. Plus tard, lors d'un de ses procès, elle affirme: "Le drapeau noir, drapeau de la misère, plutôt que celui de la Commune, doit être considéré comme le symbole des ouvriers sans travail."

« Quelques mois plus tard, pour la fête du 14 Juillet, les anarchistes invitent la population à manifester "un drapeau noir à la main". À cette époque, un article paru dans le *Drapeau noir*, rappelle que "seul celui-ci peut convenir pour représenter le combat anarchiste, la guerre de partisans et le combat des tirailleurs dispersés."

« En effet, comme ne manque pas de le noter Gaetano Manfredonia, dans la *Chanson anarchiste en France*: "Le drapeau noir signifie la distance vis-à-vis de l'héritage communal et des autres courants socialistes, à un moment où le mouvement anarchiste construit sa spécificité." »

Tous nos remerciements à Line Roca.

Patrick Schindler

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Le « communisme autoritaire » est défini comme étant celui de l'Internationale et plus particulièrement celui de Marx et d'Engels. Ce dernier, dans une lettre à Paul Lafargue, se plaint que les « bakouninistes » se servent abusivement du mot, pour dénoncer tout ce qui leur est hostile. Cf. Jean Dubois, le *Vocabulaire politique et social en France*.

2. Cité par Maurice Dommanget dans l'*Histoire du drapeau rouge, des origines à la guerre de 1939*. Ouvrage dans lequel l'auteur rappelle à quel point le drapeau noir, pour lequel Jules Vallès s'est prononcé, est lié à la personnalité de Louise Michel et au souvenir de la Commune.

3. Le syndicat des menuisiers avait convoqué les sans-travail à un meeting devant l'esplanade des Invalides. La police dispersa les manifestants qui organisèrent alors, une manifestation vers le boulevard Saint-Germain. Menée par Louise Michel, Émile Pouget et Mareuil, elle fut suivie par 500 ou 600 personnes. Des pillages eurent lieu aux cris de: « Du pain, du travail ou... du plomb. » Et Louise Michel et Émile Pouget y furent condamnés, respectivement, à six ans de réclusion.

**Un groupe en Vendée et en
Maine-et-Loire vient de se
créer. Pour les contacter:
ACLN, BP 60221,
44002 Nantes Cedex 1.**

L'Encre-Rage

expulsée

souscription pour un nouveau local

L'ENCRE-RAGE est une librairie militante grenobloise. Depuis 1999, d'abord sous forme de société afin de pouvoir nourrir ses deux initiateurs puis, depuis septembre, sous forme associative, elle tente d'apporter sa pierre à la construction d'un système égalitaire (en dépoussiérant les idéaux révolutionnaires entre autres). Lieu de convergence des idées et des luttes, l'Encre-Rage n'est pas affiliée à un mouvement politique mais, suivant les projets, travaille en collaboration avec des organisations politiques et syndicales (SUD, CNT, FA, LCR, LO, collectifs divers).

Forte de ses déjà 200 adhérents, l'Encre-Rage s'appuie sur l'organisation des événements suivants pour alimenter le débat : conférences et débats (l'origine de l'Éducation nationale, la lutte au Chiapas, le travail, les dessous des 35 heures, etc.), rencontres avec des auteurs (exemple : J.-P. Goutheux, Maurice Rajfus, Franck Giroud, François Muratet, J.-B. Pouy, Pierre Broué, etc.), projections (*Land and Freedom*, *Tan 01*, *Ressources humaines*, *Pas vu pas pris*, *Chomsky et les illusions nécessaires*, etc.), le café, la cantine et, bien sûr, la librairie, ouverts six jours sur sept, des partenariats avec les assoc', des organisations politiques et le milieu culturel ainsi que les concerts (Alerte rouge, la compagnie Jolie Môme, Monkomaroc, les Jambons, la Rue Kétanou, Samarabalouf, Lutin bleu, les amis d'ta femme, Zaragraf, etc.).

C'est alors l'espoir de la force collective, consciente de son oppression qui renaît peu à peu et œuvre à son émancipation. L'Encre-Rage est loin du consensus mou judéo-chrétien et n'est pas non plus composée de romantiques révolutionnaires. C'est un lieu indépendant et collectivisé, singulier, qui essaie de sortir des clichés de l'antimondialisation et de l'anticapitalisme bon teint en farfouillant dans la richesse du passé révolutionnaire international. En analysant ce dernier, elle veut contribuer à la réussite de son futur.

Mais, le 24 juillet, le TGI de Grenoble a jugé bon l'expulsion de l'Encre-Rage. Elle n'avait alors effectivement jamais payé les charges de son local, jamais réclamées par le propriétaire jusqu'alors (trois ans!). Le jugement rendu s'est avéré être le plus dur qui soit.

Grâce à la clémence de l'huissier (incroyable!) chargé d'exécuter le verdict, l'Encre-Rage est encore dans son local mais doit de toute urgence s'en procurer un nouveau.

Elle veut l'acheter pour assurer la pérennité du lieu, être indépendante (d'un propriétaire entre autres!) et inscrire l'activité dans la durée. Pour ce faire, nous avons évidemment besoin de beaucoup d'argent (beaucoup, c'est relatif).

Fin décembre 2002, nous avons signé le compromis de vente d'un local de 220m² dans le quartier Saint-Bruno (périphérie du centre ville de Grenoble) à 120 000 euros. La Nef (banque solidaire) nous prête 80 % de cette somme. Pour conclure l'achat, il nous manque encore 41 000 euros (qui comprennent les 20 % restants, les frais notariaux les frais des travaux à entreprendre) à trouver d'ici fin février 2003.

Aussi, nous lançons une souscription nationale (un peu tardive) auprès des personnes et des structures susceptibles de se reconnaître un tant soit peu dans l'idéal que défend l'Encre-Rage. Cela nous évite d'emprunter à nouveau auprès d'une banque, ce qui nous obligerait à des remboursements mensuels élevés qui mettraient potentiellement en danger le projet. Cette souscription peut se faire de deux manières :

– Dons (chèques libellés à l'ordre de Association l'Encre-Rage)

– Prêts à taux 0 (modalités à discuter)

Nous comptons sur votre solidarité!

Cette fois, c'est nous qui sommes sérieusement en difficulté mais nous prévoyons de créer rapidement un fonds de soutien national, sorte de « caisse mutualiste de prévoyance de la lutte » ou de participer à ceux déjà mis en place par d'autres collectifs, ce qui permettra peut-être à terme que nos idées, nos énergies, nos combats et nos utopies ne soient pas sans cesse si facilement décapités.

Salutations révolutionnaires,

L'Encre-Rage
6, rue Étienne-Forest
38000 Grenoble

Pour plus d'informations
tél./fax : 04 76 43 87 53
encrerage@free.fr www.encerage.free.fr

nous ne nous laisserons
pas terroriser...



NoBorder

Semaine internationale d'actions contre le contrôle social

Durant la semaine du 22 au 28 février, six des personnes inculpées à l'occasion du campement passent en procès à Strasbourg. Le campement NoBorder, qui a réuni plus de 2 000 personnes en juillet 2002, entendait s'attaquer aux dispositifs de contrôle qui nous visent tous. Actions, manifestations, discussions, auto-organisation et autogestion de tous les aspects de la vie commune ont pris place lors de cette initiative.

À l'occasion de cette « semaine de procès », nous appelons à une semaine d'actions et de luttes concrètes contre le contrôle social. En traînant des camarades devant ses tribunaux, l'état nous invite à nous manifester à nouveau à Strasbourg et partout ailleurs sur les questions qui nous avaient amenés au campement. Soyons à la hauteur de l'invitation. Le réseau NoBorder ainsi que l'ensemble des groupes et individus ayant participé au campement à Strasbourg exigent la relaxe de tous les inculpés et restent mobilisés contre le contrôle social et pour la liberté de circulation et d'installation.

Vous pouvez participer à la solidarité financière pour faire face aux dépenses liées aux procès en envoyant vos chèques à l'ordre d'AAU à il-legalteam, c/o CAE, 21^{er}, rue Voltaire, 75011 Paris.
il-legalteam@lalune.org
www.noborder.org

NoBorder en exode